C★E★R★M★I★
PARIS
RONDS J. RONS

15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an.. 22 fr
— 6 mois. 11 fr
Etranger, 1 an. 40 fr
— 6 mois. 20 fr
Compte-Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

La lutte ouvrière

Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevick-Léninistes) - Section Française de la 4e internationale

VENDREDI 11 DECEMBRE 1936.
1re ANNEE — N° 24 — LE N° 50 CENTIMES.

Premiers effets de la conciliation obligatoire :

Assauts d'usines à Asnières, Clichy Lille

Milice ouvrière contre l'organisation de briseurs de grèves !

Le Comité de Londres veut empêcher le prolétariat mondial d'abattre Franco

Mussolini envoie 60.000 hommes

A bas le 2e blocus Blum-Eden-Staline !

Des cascades de capitulation !

Seul le Gouvernement ouvrier et paysan ne capitulera pas !

A Asnières-sur-Oise, cinquante jaunes frappent et blessent des femmes qui s'opposaient à leur entrée dans une fabrique.

A Clichy, un coup de force monté savamment par les fascistes pour chasser les grévistes de chez « Abstham », échoue grâce à la vigilance de quelques ouvriers.

A Lille, des groupes de croix de feu armés, sous la direction des patrons et du commssaire de police, font irruption à la « Compagnie Lilloise des Moteurs ».

Paul Vaillant-Couturier est obligé de reconnaître que le Patronat forme à l'échelle nationale « une organisation de briseurs de grève assez semblable à celle des cent noirs de l'ancienne Russie ».

Contre les cent noirs, Lénine préconisait l'armement des ouvriers, mais contre les cent noirs modèle 36, M. Paul Vaillant-Couturier et ses amis, se bornent à prodiguer les paroles d'union. « Français, unissez-vous ! » Et conciliez-vous obligatoirement avec les patrons, chefs des cent noirs !

Ainsi, chaque loi forgée par le Gouvernement Front Populaire, avec l'appui du P. C. au nom de la paix sociale se retournera contre les ouvriers. La loi sur la presse et particulièrement l'article 27 réprimant « les fausses nouvelles de nature à troubler la paix publique » sera une arme terrible entre les mains d'un ministère réactionnaire pour décimer la presse ouvrière. Les réactionnaires s'en sont réjoui. Mais tous les députés d'extrême gauche l'ont votée.

Dans le domaine de la politique extérieure, c'est aussi « la politique de l'arbitrage obligatoire » ; on laisse assassiner les ouvriers espagnols par les cent noirs du fascisme international.

Et pour briser le blocus criminel, le Parti communiste s'abstient.

Tandis que l' « Humanité » chante les louanges de l'U. R. S. S., le délégué soviétique propose à Londres « d'étendre les obligations de non intervention à l'expédition des volontaires ».

MM. Blum, Delbos, Eden continuent l'assassinat de l'Espagne, mais les délégués du P. C. tout émus encore de s'être abstenus pour tenir compte de la colère ouvrière s'empressent au Comité d'Entente « d'exprimer leur confiance dans le Gouvernement présidé par le camarade Blum ».

Qu'il s'agisse d'assurer le pain aux ouvriers, de lutter contre les bandes fascistes et le patronat, d'aider l'Espagne ouvrière, il est aujourd'hui clair, comme nous ne cessons de le répéter depuis des mois, qu'on ne peut rien attendre du « Front Populaire », ni de son gouvernement de capitulation et de trahison, qui ne se survit qu'en capitulant et en trahissant toujours davantage.

La leçon qui en découle n'est pas moins claire, pour les ouvriers d'avant-garde, qui sauront partir des faits, et conclure : A une politique de capitulation, il faut opposer une politique de classe.

C'est-à-dire :

1) Contre les agressions des cent noirs contre les grévistes, milice ouvrière ;

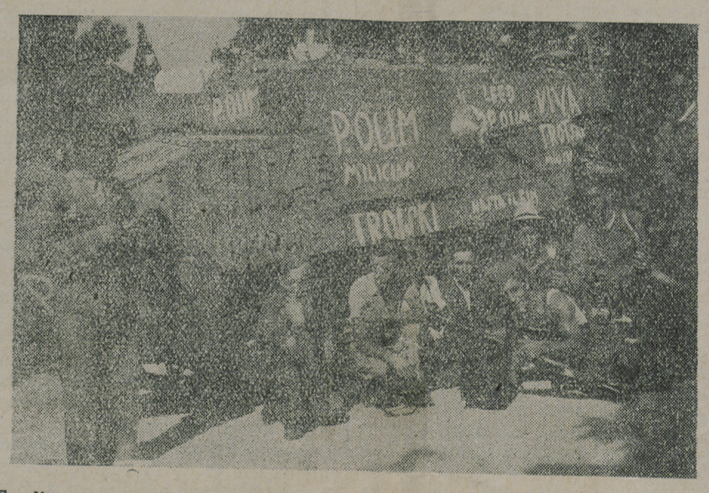
2) Pour briser le blocus, action de masse contre le capitalisme et son état. Ravitaillement direct des ouvriers espagnols !

3) A l'organisation pourrissante du régime bourgeois, à ce gouvernement agonisant, opposons l'organisation du pouvoir ouvrier, les Comités d'ouvriers, de paysans, de soldats et leur Gouvernement : Le Gouvernement des Ouvriers et des Paysans !

La Lutte ouvrière

Un devoir révolutionnaire : s'abonner à la « Lutte Ouvrière », souscrire. Et participer au concours pour les 30.000 !

(Voir page 4)



Tandis que les fascistes et les chefs staliniens veulent assassiner Trotsky... Les miliciens d'avant-garde acclament son nom !

(Voir notre page sur la vie de Trotsky en danger.)

En Espagne et en France tout le pouvoir aux Comités !

11 jeunes communistes adhèrent à la IVe Internationale

ORDRE DU JOUR

A la suite de la réunion de Bureau élargi tenue le lundi 7 décembre, 21, rue de Réaumur, par le Groupe des Jeunesses Communistes « Joie et Travail » du 3e arrondissement ;

Considérant que deux camarades de ce groupe avaient été l'objet de mesures disciplinaires injustifiées ;

Considérant, d'autre part, que la politique poursuivie par la Fédération des Jeunesses Communistes est incompatible avec les aspirations révolutionnaires de la jeunesse laborieuse, les 11 adhérents soussignés ont décidé à l'unanimité de rompre avec la Fédération et d'adhérer à la IVe Internationale, à laquelle ils font confiance pour l'aboutissement de leurs revendications.

Signé : MOULIN ; LAMOTTE ; COLLART ; DENIS ; SCHIEPERS; LIGOUX; LARDINOY; THORN ; PAGES ; Illisible ; Illisible.

ALARME !

Aux dernières nouvelles, le sort de Trotsky s'est empiré. Terrorisé par la Guépéou, le Gouvernement norvégien cherche une occasion d'expulsion brutale, c'est-à-dire de livraison au bourreau.

A tous les militants honnêtes, nous lançons ce cri d'alarme !

LE FAIT de la semaine

COMMENT DES SOCIALISTES DEVIENNENT PLUS ROYALISTES QUE LE ROI

Le roi Edouard VIII, très porté sur les aventures de cette sorte, veut régulariser sa situation matrimoniale, et tout le vaste empire britannique en est ébranlé. C'est ce que nous conte la grande presse, ainsi que la presse ouvrière « socialiste » et « communiste ».

Le premier conservateur, Stanley Baldwin, « acclamé par la Chambre des Communes », nous dit avec satisfaction le Populaire, *prend le parti du roi contre lui-même. C'est au nom de la dignité du roi qu'il s'élève contre le mariage morganatique.*

Parmi ses meilleurs soutiens se trouve le « Labour Party », section anglaise de la IIe Internationale, dont le leader, Attlee, pose les questions opportunes au Premier et s'est engagé, par avance, à ne pas profiter de la situation.

Quelle magnanimité !

Cela signifie être plus constitutionnels que la Constitution et plus royalistes que le roi.

Ce dernier voudrait bien, en effet, profiter de la crise en faveur de ses amis fascistes et du renforcement de son pouvoir personnel.

Il est vrai qu'il y a, dans le Labour Party, une aile « avancée », représentée par le Marceau Pivert anglais, de la Ligue socialiste, Stratford Cripp, qui s'est prononcé pour le mariage du roi. C'est, au fond, la même position qu'a prise d'une manière honteuse le Parti « communiste ».

En réalité, cette aventure n'est qu'un incident symbolique, qui révèle l'extraordinaire fragilité de l'archaïque impérialisme anglais et de sa Constitution, de même que le partage entre deux courants : les positions du statu quo, contre les positions d'un renforcement du pouvoir personnel. Toute la presse « républicaine » de France de la gauche à la droite s'épanche sur le mode sentimental, mais se garde de la moindre critique, par respect de la personne et de la Constitution royale.

Les travailleurs anglais n'ont pas à prendre parti, comme le suggère M. Nizan en faveur du mariage du roi. Ils doivent utiliser cette crise, pour mettre en avant les revendications « républicaines », accentuer la lutte contre la monarchie anglaise et son système impérialiste de misère.

Cela signifie dans l'époque de l'impérialisme pourrissant : lutter pour le renversement du système impérialiste monarchique et son remplacement par la République soviétique !

Pour empêcher la guerre impérialiste, il faut étendre la guerre civile !...

BRISONS LE NOUVEAU BLOCUS ! (DERNIERE MINUTE)

A chaque moment des victoires des ouvriers d'Espagne a coïncidé une initiative Blum - Eden pour les briser !

L'U.R.S.S. a par son ambassadeur proposé au Comité de Londres d'interdire l'emploi des volontaires.

Blum-Eden prennent l'initiative de l'interdiction de l'envoi des volontaires et, au moment où remonte la Révolution espagnole, veulent imposer une médiation pour maintenir le capitalisme.

Staline s'associe à cette intervention.

Mussolini envoie 60.000 hommes et 7 généraux.

ON VEUT EMPECHER LA COLONNE INTERNATIONALE d'aider les nouvelles victoires ouvrières !

A BAS LE NOUVEAU BLOCUS BLUM-EDEN-STALINE !

La guerre impérialiste est à l'ordre du jour : Armements, surarmements battent leur plein. En Allemagne, en Italie, en Angleterre, en France, c'est au même rythme fébrile que la production de guerre se développe. Les milliards sont affectés en nombre croissants, à la guerre, **sans aucune résistance.**

Le débats à la Chambre sur la politique de « neutralité » française en Espagne, a retenti d'appels guerriers à l'Union sacrée. Blum a affirmé avec orgueil la suprématie militaire (problématique d'ailleurs) de la France impérialiste en Europe. Flandin a déclaré que, contre Hitler, il était prêt à marcher derrière le Gouvernement du Front Populaire. Thorez et Paul Reynaud se sont jetés des fleurs. Vincent Auriol dépose, dans la satisfaction générale, un budget qui comporte plus de 20 milliards pour la guerre impérialiste, pendant que M. Duclos cherche péniblement comment récupérer quelques millions, en réaménageant les impôts sur le modèle de la City, Baldwin et Cie.

Dans les casernes, on supprime les permissions. Les discours des officiers vont leur train pour préparer le moral des « poilus » de la prochaine imminente. Le torrent du chauvinisme roule ses effrayantes vagues. Même les mouvements révolutionnaires les plus authentiques, ceux qui dressent la classe ouvrière contre les exploiteurs capitalistes, — le Front Populaire s'acharne à les noyer sous les flots du social-patriotisme mortel.

Pourquoi faut-il défendre les milices espagnoles ? Pour lutter contre Hitler, paraît-il. Les Pyrénées remplacent la ligne bleue des Vosges. La colonne internationale se trouverait aux avant-postes de la guerre impérialiste — entre nations.

Pourquoi les ouvriers doivent-ils renoncer à la grève, pratiquer la charité chrétienne, implorer les patrons, l'Etat et la garde mobile ? Pour ne pas nuire à la défense nationale ! Pour pratiquer, devant Hitler, la plus incontestable Union Sacrée, entre « tous les Français »...

Et ainsi de suite...

Pour le Front Populaire, tout s'explique, tout se justifie par la nécessité immédiate de la « défense » contre Hitler, c'est-à-dire du soutien de la lutte de l'impérialisme franco-anglais contre l'impérialisme allemand. Les cris pour « la Paix » sont, en France comme Allemagne, la vaine couverture d'une préparation pratique et morale effrénée du prochain carnage, qui débute aujourd'hui sur le dos de la révolution espagnole.

(Suite Page 2)

JEUDI
17 DECEMBRE
A 20 H. 30

Le « Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou et pour la liberté d'opinion dans la Révolution »

ORGANISE UN

GRANDE SALLE
du " Petit Journal "
Rue Cadet

GRAND MEETING

POUR PROTESTER CONTRE LES EXECUTIONS D'OUVRIERS REVOLUTIONNAIRES EN RUSSIE
EXIGER LA LIBERATION DE TOUS LES REVOLUTIONNAIRES EN RUSSIE
EXIGER LE DROIT D'ASILE DEMOCRATIQUE POUR LEON TROTSKY EN NORVEGE

IL NE FAUT PLUS QUE LE SANG REVOLUTIONNAIRE COULE EN U.R.S.S.

Orateurs :

ANDRE BRETON
écrivain

IZARD
député de Briey

DANIEL GUERIN
du Parti Socialiste S.F.I.O.

FRED ZELLER
Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

FELICIEN CHALLAYE
Président de la Ligue des Combattants Pacifistes

LUCIE COLLIARD

WALTER DAUGE
Parti Socialiste Révolutionnaire de Belgique

GEORGES PIOCH
de la « Patrie Humaine »

CHAMBELLAND
de la « Révolution Prolétarienne »

FREMONT
Union Anarchiste

PIERRE NAVILLE
Parti Ouvrier Internationaliste

NOTE DE LA REDACTION

Par suite de l'abondance des matières, la suite de notre enquête sur la vie chère continuera dans le prochain numéro.

LES LUTTES INTERNATIONALES

Contre la guerre impérialiste ! développons la guerre civile !

(Suite de la première page)

Depuis 1933, la classe ouvrière européenne semblait dominée. Les compétitions capitalistes internationales, devant dégénérer en conflit armé, reprenaient de plus belle. Les heurts se produisaient partout : Dans la Sarre, sur le Rhrin, sur le Danube, à Dantzig, en Afrique Orientale, en Mandchourie, sur la Méditerranée.

Mais la révolution des travailleurs espagnols, déclanchée lors du putch de Franco, appuyée sur les grèves révolutionnaires de France et de Belgique, releva le drapeau rouge, galvanisa la classe ouvrière mondiale, rouvrit l'ère de la révolution prolétarienne.

C'est pourquoi la lutte du prolétariat espagnol pour conquérir le Pouvoir, contre Franco et sur le ventre du Front Populaire bourgeois, est aussi une lutte pour briser les plans de guerre impérialiste, pour développer en Europe la guerre civile, la guerre de classes, qui ne connaît pas de frontières, et qui doit aboutir au renversement du capitalisme et de la bourgeoisie.

C'est pourquoi tous les nationalismes, Blum en tête, ennemis de la guerre civile, **mais bons organisateurs de la guerre impérialiste**, s'efforcent de transformer la guerre civile espagnole en une guerre purement nationale contre Hitler et Mussolini. Voilà ce qui se cache sous la politique de « neutralité » !

La victoire du prolétariat espagnol, l'expropriétation du capital en Espagne, c'est le commencement de la révolution socialiste en France, c'est l'ébranlement décisif qui empêchera tout développement de guerre impérialiste. Au contraire, la défaite par Franco ou son étouffement par Azana, Companys et Cie, c'est la porte ouverte au fascisme en France, et à la guerre impérialiste dans le Monde.

L'Allemagne, le Japon, l'Italie, l'Autriche et la Hongrie ont scellé un pacte précis. Les fronts, antagonistes, tous les deux impérialistes, se dessinent de plus en plus nettement, comme l'ombre ineffaçable du Traité de Versailles. Hitler ou le joli cœur Edward VIII sont les représentants d'appétits capitalistes gigantesques dans l'assouvissement desquels la démocratie en l'absence de démocratie joue un bien faible rôle. Le talon de fer du militarisme, voilà la puissance qui risque de s'abattre pour longtemps sur la nuque du prolétaire d'Allemagne, de France ou d'Angleterre. Seule la lutte implacable pour la révolution socialiste, pour les Soviets, peut l'en délivrer.

Travailleurs de France ! L'heure vient où les révolutionnaires marxistes doivent se compter.

Lorsque nous crions : « A bas l'Union sacrée ! », cela veut dire que nous engageons le combat pour les occupations d'usines, pour le contrôle ouvrier, pour les milices ouvrières, pour le Gouvernement ouvrier et paysan.

Lorsque nous crions : « A bas la Défense Nationale ! », cela veut dire que nous appelons les prolétaires, mobilisés ou non, à préparer la fraternisation, sur les tronts de terre, de l'air et de mer, avec leurs frères italiens ou allemands, au refus de se battre pour les intérêts impérialistes. Cela veut dire que nous voulons aider les ouvriers allemands à se débarrasser d'Hitler en suivant, chacun de notre côté, l'exemple de Liebknecht.

Lorsque nous crions : « A bas le blocus de l'Espagne, vive la révolution prolétarienne ibérique ! », cela signifie que nous combattons pour les États-Unis Soviétiques d'Europe, pour la lutte de classe implacable et le renversement de la bourgeoisie en Espagne — prélude du renversement du capitalisme en Europe.

Il n'y a pas d'autre voie pour faire triompher, sur les ruines du réformisme et du stalinisme, le drapeau rouge de la IV^e^ Internationale !

La Suisse sur la voie du fascisme

La bourgeoisie suisse demande depuis longtemps l'interdiction du Parti communiste et la suppression pure et simple des libertés démocratiques.

Depuis quelques années, la bourgeoisie a compris que le jeu des institutions démocratiques se retournait contre elle, telle est la leçon qu'elle a tiré du rejet de la loi Haeberlin (lois liberticides), de la baisse des salaires des fonctionnaires fédéraux.

Plus d'initiatives populaires, plus de référendums, où la bourgeoisie est obligée de chercher d'autres moyens d'arriver à ses fins.

L'arrêté pris le 4 novembre dernier par le Conseil fédéral, interdisant toute activité au Secours Rouge, à la presse antimilitariste, antireligieuse, anarchiste, communiste.

Le Conseil fédéral ne peut interdire le Parti communiste, il frappe la presse de ce parti, les Gouvernementaux le suivront, ainsi le canton d'Aargovie qui vient d'interdire toute assemblée communiste publique ou privée sur son territoire ; les réactionnaires de Vaud, Valais, Lucerne, etc., suivront s'ils ne font mieux.

Ainsi s'en iront en poussière les partis et organisations ouvrières, sous les coups répétés de la bourgeoisie.

Devant ces faits, que font les partis ouvriers ? Le Parti communiste, touché le premier, s'est contenté de protestations platoniques, aucune manifestation, aucun meeting, plus encore ne cherche même pas à diffuser illégalement l'**Humanité**, interdite dernièrement ; ceci montre bien la mesure de sa virilité. Le Parti socialiste n'a même pas protesté.

Nous devons reprendre l'action, pousser à la lutte de classe contre la bourgeoisie, rendre au peuple sa conscience révolutionnaire, dénoncer vigoureusement l'inconsciente politique de collaboration que pratiquent les partis ouvriers, pousser les masses à la résisance aux arrêtés, voilà la seule voie possible et nous saurons faire notre part sans qu'il soit besoin de nous y pousser.

Un militant de l'Action Socialiste Révolutionnaire de Genève (IV^e^ Internationale).

CHEZ LES PEUPLES OPPRIMÉS

En Indochine

Avant le Congrès Indochinois de France Vive la lutte directe contre l'impérialisme !

Le Gouvernement du Front populaire, gouvernement de collaboration de classe qui doit toujours agir dans l'intérêt de la bourgeoisie française malgré les promesses de Blum-Moutet-Thorez, a fait ses preuves depuis plusieurs mois.

Pour le prolétariat de France, l'accord Matignon, complété par sa non-application, par la dévaluation qui augmente le niveau de vie, par l'évacuation des usines par la force, etc., etc... Pour les colonies, remplacement de Robin par Brévié, de Peyrouton par Noguès, élargissement de la couche d'intermédiares par le droit de citoyenneté française aux élites indigènes, arrestations, déportations des ouvriers lutteurs, dissolution des comités d'action, le paupérisme des masses sans précédent provoqué par la montée du coût de la vie, conséquence de la dévaluation...

En revanche, les deux cents familles et l'ensemble de la bourgeoisie française contre qui le Gouvernement se propose de lutter, sont plus puissants que jamais avec leur chien de garde, le fascisme, qui se développe en Indochine avec la complicité du gouvernement colonial.

Enfin, placé devant, d'une part, la lutte des masses travailleuses de France et des peuples d'esclaves des colonies ; d'autre part, devant la force encore impuissante de son chien de garde, le fascisme, la bourgeoisie française, par l'intermédiaire du Parti radical, a laissé à Blum-Moutet, prendre quelques *mesures de trompe-œil* qu'elle essaye de reprendre au fur et à mesure que le fascisme se développe.

Depuis quelques mois, en Indochine, à l'exemple de leurs frères de classes les masses travailleuses forment partout des Comités d'action pour conquérir leurs revendications immédiates, cette magnifique lutte de masses a ébranlé sérieusement l'Impérialisme français, ce qui a nécessité l'ordre de Moutet à la répression.

Les staliniens s'entêtent à recommencer encore leur triste expérience de Chine. Le bloc des quatre classes, des trois classes, avec le Parti Kuomintang contre l'étranger, a abouti à l'écrasement du prolétariat et au leur aussi ; cette fois-ci, ce n'est plus contre l'étranger français, mais contre l'étranger Hitler en réalité ; c'est pourquoi, à tout prix, ils prêchent aux masses la confiance au Gouvernement de Blum-Moutet-Thorez avec toutes ses conséquences ; ce qui n'empêche pas que Moutet a donné l'ordre de les arrêter. Plus Moutet, par l'intermédiaire du gouvernement colonial de l'Indochine les frappe, les repousse avec mépris, plus ils rampent à plat ventre devant lui ; ils n'ont pas confiance dans la lutte directe des masses : l'émancipation du prolétariat n'est que l'œuvre du prolétariat par lui-même ; sans actions révolutionnaires, pas de réformes. Le gouvernement a soutenu ouvertement la bourgeoisie indigène au râlement des staliniens qui, pour faire concurrence à la bourgeoisie en offrant sa fidélité au gouvernement, essayent par tous les moyens de freiner, de calmer le mouvement révolutionnaire des peuples opprimés. Par leur trahison devant le gouvernement du Front populaire, les staliniens, non seulement divisent le front révolutionnaire des peupes d'esclaves contre l'impérialisme français, ils le sabotent au bénéfice de l'ennemi.

Les peuples d'esclaves d'Indochine doivent *réaliser le front révolutionnaire contre l'Impérialisme français* pour l'opposer au *front de capitulation* prêché par les staliniens. Pas de front d'attentiste qui, pratiquement, prêche la passivité des masses devant l'attaque du gouvernement colonialiste et de la bourgeoisie indigène. Ce front prolétarien révolutionnaire doit se réaliser depuis les Comités d'action à la base jusqu'au Congrès indochinois au sommet de toutes les tendances révolutionnaires, dans toutes les luttes, que ce soit pour les revendications immédiates, que ce soit pour leur liberté de disposer d'eux-mêmes.

Tout pour le Front prolétarien révolutionnaire !

Tout par le Front prolétarien révolutionnaire !

Vive la lutte directe des masses indochinoises contre l'Impérialisme français !

Au Maroc

Action de masse pour les libertés démocratiques Exigeons l'indépendance du Maroc !

Les événements qui se sont produits au moment de l'arrestation d'El Passi et d'El Onizzani sont loin d'être apaisés et les deux leaders nationalistes sont toujours en prison. Nous avons, dans notre précédent numéro, publié un appel d'un groupe de Marocains de Fès qui précise la situation. C'est bien comme nous l'avons dit, pour avoir exigé les libertés démocratiques élémentaires (*droit de se réunir, droit de meeting, droit de se syndiquer, droit d'avoir une presse*) que le Gouvernement Blum les a fait jeter en prison, y a, par la suite, jeté des milliers de manifestants et fait tomber une grêle de sanctions. Sur ce plan-là, comme sur les autres, Léon Blum défend dignement les intérêts de classe de la bourgeoisie. Les staliniens ne sont pas en reste d'ailleurs. LE PARTI COMMUNISTE A COUVERT LES AGISSEMENTS DE BLUM. A Casablanca, il a publié une affiche déclant que El Fassi et Ouezzani étaient des agents de Franco. Tous les arguments sont bons pour couvrir la politique de faillite de Blum. Il est bien nécessaire, n'est-ce pas, que nous ayons une France forte et une solide armée républicaine. Alors, bien évidemment, ceux qui exigent des libertés élémentaires sont des agents de Franco. Dans son dernier discours à la Chambre, Thorez le précisait. A une interruption de Flandin lui reprochant (bien à tort) de continuer une politique d'agitation en Afrique du Nord, il répliquait : « Allez le demander à Doriot, l'ami d'Abd el Krim. » L'impudence ne peut guère être poussée plus loin. Le secrétaire du Parti communiste raye bien facilement la guerre du Rif et la politique de son parti alors. Même ce passé-là est gênant lorsque, loin d'être l'ami d'Abd el Krim on le devient de l'impérialisme. Cependant, que mes camarades d'Afrique du Nord en tirent les leçons nécessaires ! Les ouvriers, eux, qui sont du côté d'Abd el Krim contre Thorez et l'impérialisme français, doivent agir. Encore une fois, la politique des télégrammes doit être close. Le problème qui est posé devant les masses marocaines est clair : arracher les libertés démocratiques élémentaires et, avant tout, le droit de se syndiquer.

Pour cela, les pourparlers, les tractations d'en haut ne serviront à rien. Elles n'amèneront, comme elles l'ont déjà fait, que des illusions. Les ouvriers arabes, coude à coude avec les ouvriers français du Maroc, doivent s'engager dans la voie des luttes revendicatives. C'est seulement par leur action de masse qu'ils pourront arracher ce qui leur est dû.

De nouvelles signatures contre le procès de Moscou

Aux nombreuses signatures que nous avons déjà publiées, en bas de l'*Appel contre le procès de Moscou*, il faut ajouter les noms de :

JULES ROMAINS ;
LARGENTIER, secrétaire du Livre) ;
BETTY BRUNSCHWIG, secrétaire des Avocats socialistes) ;
HAGNAUER, du Bureau du S. N. des Instituteurs) ;
PIERRE MONATTE ;
ROBERT LOUZON ;
DANIEL GUERIN ;
FERNAND CROMMELYNCK ;
CHAMBELLAND ;
MAURICE DOMMANGET ;
GEORGES BORIS, directeur de la *Lumière*.

En *Angleterre*, un « Comité pour la Défense de Léon Trotsky » vient d'être constitué avec les premiers noms suivants :

H. N. BRAILSFORD, Member of the National Council of the Socialist League.
J. F. HORRABIN, Member of the National Council of the Socialist League.
ROWLAND HILL Chairman of Bradford Trades Council.
CONRAL NOEL, (Vicar of Thaxted).
GARRY ALLIGHAN.
REG GROVES, Member of the National Council of the Socialist League.
FRED SHAW.
STUART PURKISS, Executive Member of the Railway Clerks Union.
IRENE RATHBONE, écrivain.
HARRY WICKS.

Autour du livre d'André Gide

Le "Canard Enchaîné" est-il un journal ex-libre ?

Le « Canard enchaîné » est-il un journal ex-libre ? Il est curieux de constater avec quel conformisme aveugle il défend la bureaucratie thermidorienne de Staline et ses laquais.

Staline fait fusiller les trois quarts du Bureau politique de Lénine, après un complot monté par la Guépéou. Le libre journal se tait. Trotsky, le compagnon de Lénine, le créateur de l'Armée Rouge, l'écrivain marxiste éminent, est l'objet des plus ignobles calomnies ; on le traite, comme en 1917, pour Lénine et lui-même, d'agent de la police allemande.

Trotsky demande à poursuivre ses calomniateurs. Mais la Guépéou le fait séquestrer :

Défense de parler ! Défense de poursuivre ! Ainsi Staline peut constater victorieusement : « Trotsky ne répond pas ! »

Le Canard trouve sans doute qu'il y a « de quoi se marrer », mais ne dit rien.

André Gide, tout en affirmant sa foi dans les conquêtes de la révolution russe, reconnait que le stalinisme les menace et que ceux qui veulent les défendre et les étendre sont qualifiés de trotskystes, agents de la Gestapo et persécutés comme jamais révolutionnaires ne le furent, dans « le pays le plus démocratique du monde ».

Alors, le Canard Enchaîné, *consacre à André Gide un article simplement idiot et déshonorant par la plume de Jules Rivet.*

On justifie une telle attitude par la nécessité de ne pas perdre la clientèle stalinienne.

Le Canard *est « libre » de ne pas remarquer que M. de Kérillis et* l'Humanité *se disputent le mot d'ordre d'union sacrée : « Français, unissez-vous ! », de même que les calomnies dégoûtantes contre les trotskystes. Il est « libre » de fermer les yeux sur la nouvelle politique de Staline, qui veut préparer les masses à une nouvelle boucherie impérialiste.*

Mais, à partir du moment où il agit ainsi, il voit se détourner de lui, non une clientèle, mais les militants révolutionnaires et les ouvriers honnêtes.

S'agit-il d'un journal « ex-libre » ? Parions qu'il ne publiera pas cette note, répondant ainsi à notre question.

P.-S. — *L'article ci-dessus était composé lorsque nous avons pris connaissance d'un article de Galtier-Buissière. Précisons que la note ci-dessus ne visait pas Galtier-Boissière qui avait d'ailleurs signé une pétition contre le procès de Moscou, mais la politique générale du* Canard.

Fac-similé d'une page du bulletin hebdomadaire, réservé aux membres de la Franc-Maçonnerie, cette organisation secrète du conservatisme bourgeois. Le secrétaire du Parti Communiste doit faire devant les Francs-Maçons une conférence réservée strictement aux « initiés », munis de leurs insignes, cordons, etc.

ORDRES DU JOUR DES LOGES DE LA REGION PARISIENNE 9

Vendredi 20 Novembre 1936

LES AMIS DE L'HUMANITE (G.·. O.·.)
Temple : 62, rue Froidevaux, Paris-14e

Sous le titre général :

Destin du Rassemblement Populaire

l'At.·. recherchera dans la première partie de l'année maç.·. les éléments de durée et de succès du rassemblement.
Il examinera successivement les programmes et l'attitude des groupements associés.
La première conférence d'information aura lieu le 20 novembre, à 21 *heures précises.*

TENUE BLANCHE FERMEE

strictement réservée aux Maç.·. réguliers.

M. MAURICE THOREZ

député de Paris, secrétaire général du parti communiste de France, exposera le programme, l'action et les buts de son parti.

Des questions pourront être posées, avec un caractère strictement d'information et non de controverse politique, qui serait étranger au but poursuivi par l'At.·.
Les FF.·. de toutes les Ob.·. sont invités cordialement.
Tuilage rigoureux à l'entrée.
Se décorer au grade de Maît.·.

Voici un paragraphe inclus dans une résolution du 4e Congrès de l'Internationale Communiste, dernier Congrès où participèrent effectivement les fondateurs de l'I.C.: Lénine et Trotsky :

« Le Congrès charge le Comité directeur du Parti Communiste de France de liquider, avant le 1er janvier 1923, TOUTES LES LIAISONS du Parti en la personne de certains de ses membres et de ses groupes avec la Franc-Maçonnerie. Celui qui, avant le 1er janvier, n'aura pas déclaré ouvertement à son organisation et rendu publique par la presse du Parti sa RUPTURE COMPLETE avec la Franc-Maçonnerie est par là même AUTOMATIQUEMENT EXCLU DU PARTI COMMUNISTE, SANS DROIT D'Y JAMAIS ADHERER A NOUVEAU A QUELQUE MOMENT QUE CE SOIT.

La dissimulation par quiconque de son appartenance à la Franc-Maçonnerie sera considérée comme pénétration dans le Parti d'un agent de l'ennemi et FLETRIRA L'INDIVIDU en cause d'une tache d'ignominie devant tout le prolétariat... »

(IV^e^ Congrès de l'Internationale Communiste.)

Que pense de cela M. THOREZ ? et qu'en pense également le triste paillasson franc-maçon notoire : MARCEAU PIVERT ???

EUX ET NOUS

Chaque semaine, la presse de toutes nuances, consacre des articles à l'activité du « Parti ouvrier Internationaliste » dans le mouvement ouvrier.

Par-delà les propos dont certains relèvent de la pure fantaisie, constatons qu'une inquiétude permanente se discerne chez nos adversaires. Cette inquiétude se traduit à peu près sous cette forme : Les communistes officiels étaient devenus si sages ! Enfin, nous pouvions respirer ! Mais voilà que se lèvent de nouveaux communistes dans la pure tradition marxiste. C'est, au fond, ce que démontre un long article de M. Hoog dans la *Jeune République*, dont nous donnons l'extrait ci-après :

Loin de nous, certes, la pensée de prétendre qu'en France, à l'heure présente, les forces du Parti bolchevik léniniste puissent être même comparées à celles du Parti communiste officiel. Mais la propagande du trotskysme, d'une façon directe ou indirecte, paraît influer sur l'état d'esprit de certaines masses communistes.

Ces masses ne sont-elles pas tentées de reconnaître, dans la pensée trotskyste, une expression fidèle de l'état d'esprit que le Parti communiste officiel, avant son évolution, *s'efforçait de développer parmi elles ?*

Le Communisme officiel leur disait alors : « Action directe. » *Il leur dit aujourd'hui avec le Rassemblement populaire :* « Souveraineté nationale exprimée par le suffrage universel ». *Le Trotskysme, lui, continue à dire :* « Action directe ».

Le Communisme officiel leur disait alors : « Agitation révolutionnaire incessante. » *Il leur dit aujourd'hui avec le Rassemblement populaire :* « Il faut savoir finir une grève. » *Le Trotskysme, lui, les pousse à de nouveaux* « conflits de classe » *et à de nouvelles* « occupations d'usines ».

Sur un seul point, le Communisme officiel et le Trotskysme sont d'accord : contre le blocus des armes en Espagne.

Et encore sur ce point, M. Hoog oublie de remarquer que le blocus fut pendant plusieurs mois le blocus Blum-Staline. Au début, M. Péri félicitait M. Blum pour l'initiative de neutralité. Aussi bien la II^e^ que la III^e^ Internationale, l'U. R. S. S., que Blum ont à un moment décisif laissé assassiner l'Espagne ouvrière.

C'est la même fidélité à la lutte de classe et au communisme véritable, que nous reproche l'hebdomadaire catholique *Sept :*

Ils reprennent à leur compte la négation de la patrie, de la famille, d'un minimum de solidarité sociale et d'ordre public, ils prétendent préparer une révolution « prolétarienne » — en France où les ouvriers des industries centralisées ne constituent qu'une petite minorité ! — ils se réclament d'un matérialisme aussi intransigeant que périmé.

Et de prétendre qu'avec ces idées-là, « nous n'aurons aucun succès ».

Sans doute : aucun succès auprès du Vatican, des Banquiers catholiques, et de MM. les ratichons.

Mais les ouvriers, y compris les ouvriers catholiques, comprendront dans l'expérience de l'effondrement de tous les systèmes, du fascisme à leur démocratie, que le seul moyen d'en sortir, c'est le renversement violent du capitalime et l'instauration d'un régime vraiment socialiste.

LES LUTTES OUVRIERES

DES DELEGUES DES COMITES INTERCORPORATIFS DE CHANTIERS !

Dans le bâtiment

LA POLITIQUE DE DIVISION DE LA DIRECTION DE LA FEDERATION POUR LE CONGRES

La « Lutte Ouvrière » a déjà démontré la grande responsabilité qu'avait la Fédération du Bâtiment sur les difficultés qu'ont à subir présentement les ouvriers de cette industrie. Il nous a été facile, en dénonçant les méthodes honteuses avec lesquelles les dirigeants de cette Fédération, pour la plupart communistes, avaient réglé le conflit de juin, de situer les responsabilités : La situation faite ne pouvait être que la conséquence du compromis du Parti « communiste » avec les représentants de la Bourgeoisie.

Nous avons aussi exprimé notre joie de voir, par la grève générale du 13 novembre, reprendre l'action directe, vieille tradition de lutte des gars du Bâtiment.

COMMENT ON ETOUFFE L'ESPRIT DE CLASSE DES OUVRIERS...

L'attaque générale des salaires à travers le pays et dans toutes les industries est une chose vue et sue de tous. La méthode patronale qui consiste, par la provocation, à déclencher une grève dans les conditions les moins favorables aux ouvriers, est aussi connue. Il n'y a qu'à la Fédération du Bâtiment que l'on paraît l'ignorer. Ainsi, les électriciens sont engagés dans la grève depuis deux mois, et **Toudic**, secrétaire de la Région Fédérale Parisienne, pense « qu'ils ont eu tort de commencer cette grève qu'ils ne savent plus comment finir ».

Quand on entend de tels propos, on pourrait croire que ce n'est pas M. Verger, président de la Chambre syndicale patronale des Electriciens, qui, par le renvoi de délégués et le refus de payer les vacances, a provoqué le conflit, mais que ce sont les dirigeants du Syndicat ouvrier des Electriciens qui ont voulu « commencer cette grève ».

Par des faits comme celui-ci, il apparaît que la Fédération du Bâtiment, en accord avec le Gouvernement de Front Populaire et les dirigeants du Parti « communiste », est décidée à continuer les manœuvres pour étouffer l'esprit de classe des ouvriers en lutte et éviter à tout prix l'élargissement du mouvement à toute l'industrie.

POUR L'ELARGISSEMENT DE LA LUTTE

Malgré que les dirigeants ex-confédérés et ex-unitaires de la Fédération du Bâtiment pratiquent une politique qui permet au patronat de poursuivre sa contre-offensive de division de la classe ouvrière, ils ne pourront pas arrêter le développement de la lutte entre exploiteurs et exploités. Ils ne réussiront qu'à porter le conflit à un degré plus aigu.

Les camarades électriciens et notre Parti sont aussi avec eux pour préconiser l'élargissement de leur lutte. L'effervescence s'accentue, la politique fédérale n'arrive pas à arrêter le développement du mouvement à d'autres corporations, en particulier chez les menuisiers et dans le chauffage central.

Nos camarades électriciens sont avertis. Puissent tous les ouvriers de l'industrie comprendre que leurs intérêts sont trahis par les bureaucrates syndicaux et qu'ils doivent organiser eux-mêmes leurs luttes. Nous avons déjà indiqué à nos camarades du Bâtiment que les « Comités intercorporatifs » de chantiers, à l'exemple de celui de l'Opéra, étaient la meilleure forme organisationnelle pour leur lutte gréviste.

PERSPECTIVE DE NOUVELLES LUTTES

L'augmentation du coût de la vie, qui ne cesse de croître, justifie une augmentation de salaires de 15 %. Après l'application des 40 heures il y aura encore une nouvelle augmentation du coût de la vie qui devra être suivie d'une nouvelle augmentation des salaires. Les patrons n'accepteront pas à « l'amiable », par l'arbitrage, les augmentations de salaires correspondant à l'augmentation du coût de la vie. Comme nous l'avons vu, ils poursuivront leurs attaques contre certaines clauses des contrats collectifs, en particulier contre le droit syndical.

L'action directe sera et restera, pour les gars du Bâtiment, la seule arme efficace pour obtenir le réajustement des salaires au coût de la vie, pour l'application intégrale du contrat collectif, pour la défense du droit syndical, pour l'application des 40 heures au salaire de 48.

POUR LE CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION PAR LE « COMITE INTERCORPORATIF » DE CHANTIER.

Les ouvriers doivent lutter pour l'élargissement du rôle des délégués qu'ils ont élus. Ils doivent imposer le contrôle de l'embauche par leurs délégués. C'est une première conquête qu'il faudra étendre au contrôle de la débauche et par la suite à la bonne marche de chaque chantier.

Tous les délégués élus par les différentes corporations sur le même chantier, réunis en organisme permanent, constituent le « Comité intercorporatif » de chantier.

Le « Comité intercorporatif » de chantier est l'expression de la démocratie prolétarienne. Par lui, les ouvriers contrôleront toutes les branches de l'activité du chantier. Pour exercer ce contrôle, le « Comité intercorporatif » constitue sous sa dépendance des Commissions techniques spécialisées pour chacun des problèmes que pose l'exercice du contrôle ouvrier sur la production.

PAR LE CONGRES DES DELEGUES DE « COMITES INTERCORPORATIFS » DE CHANTIERS, LES OUVRIERS ORGANISERONT EUX-MEMES LEUR LUTTE.

La politique de la Fédération du Bâtiment facilite les provocations patronales et divise le prolétariat en l'affaiblissant au cours de conflits partiels très durs.

C'est pourquoi les gars du Bâtiment, solidement organisés sur la base du chantier, devront unifier leurs luttes au moyen du Congrès des délégués de « Comités intercorporatifs » de chantiers.

A la politique de division de la classe ouvrière, notre Parti oppose la politique révolutionnaire du prolétariat. Par elle nous vaincrons notre ennemi de classe : la bourgeoisie et ses bandes fascistes, et nous saurons instaurer un **Gouvernement qui ne capitule pas, le Gouvernement Ouvrier et Paysan.**

Chez Nicolas la grève a échoué...

Les ouvriers et ouvrières de chez Nicolas s'étaient mis en grève pour empêcher le renvoi du délégué Boucho, véritable provocation de la part du mécène croix de feu.

Nicolas crie victoire et dans une circulaire qu'il envoie à tous ses gérants, il se vante que ses ouvriers s'étant mis en grève ont ainsi rompu leur contrat et qu'ils ont été obligés de faire une demande de réintégration.

Les travailleurs de cette boîte sont rentrés reprendre leur travail sur l'ordre de leurs dirigeants syndicaux et sont prêts à reprendre la lutte. Seulement, à travers cette bataille, ils ont vu clair et ont perdu confiance dans leurs dirigeants. Nous espérons qu'ils resteront groupés au sein de leurs syndicats et que dans les entrepôts Nicolas ils organiseront leurs comités de luttes et leurs milices pour préparer leur prochaine grève avec occupation, en liaison avec tous les exploités de l'Alimentation.

SOMME

Fouencamps le chantier d'état est un bagne

Au chantier du Paraclet, un certain Lefèvre en prend à ses aises avec les ouvriers, obligeant les terrassiers à un travail forcé et, de jour en jour, à plus de rendement. Et ces ouvriers, pour rendre de plus en plus, sont obligés de miner et cela malgré un accident mortel. Tous les jours l'on manque de se faire écraser par la chute des mines.

Ne parle-t-on pas que les heures supplémentaires ne seraient plus reprises mais payées à l'aide de primes, violant ainsi la loi de 40 heures. On refuse d'accepter des délégués.

On oblige les ouvriers à arriver un quart d'heure avant la prise du travail. Un léger retard provoque la perte de la demi-journée et cela est affiché dans le chantier.

Ouvriers, défendez-vous. Pour la défense des nouvelles lois sociales. Exigez à travail égal salaire égal ! Nommez vos délégués !

Dans l'industrie hôtelière

VOUS AVEZ EU TOUTE NOTRE CONFIANCE. VOUS EN AVEZ ABUSE. PARTEZ !

Un groupe de syndiqués des H. C. R. B., nous adresse l'article ci-après, qui fait suite à l'article publié la semaine dernière :

Le manque de place ne nous a pas permis, la semaine dernière de nous étendre beaucoup sur les procédés du Conseil syndical et sur le désastreux contrat collectif qui nous est octroyé.

Elevons-nous contre cette formule de division. Les catégories chez les Limonadiers-Restaurateurs qui basent le droit de rémunération selon le nombre d'employés d'une maison ou même cette autre formule qui délimite le prix de vente des marchandises pour déterminer la valeur du salaire. Un salaire ou garantie de salaire *égal* pour tous quel que soit le genre de maison, c'est ce que nous devons réclamer.

Et surtout nous disons : il n'était pas possible d'accepter, en octobre, un barème inférieur à celui obtenu en juin. C'est tout le contraire qu'il fallait, le coût de la vie ayant augmenté considérablement dans l'intervalle. Il n'y a guère d'industrie où les salaires sont inférieurs à 6 ou 7 francs de l'heure. Pour nous, 4 à 5 francs. Et que dire du personnel de l'office qui « a l'avantage » de passer de 700 à 650 francs par mois. 22 francs par jour.

Il nous faut aussi signaler les procédés d'organisation de la *fraction dirigeante* de la C. E.

Sans consulter l'ensemble du Conseil syndical, des permanents furent nommés à foison. Si un camarade n'était pas dans la ligne, il était rayé et remplacé par un autre petit camarade.

Quant à la Commission de contrôle, elle fut constamment dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

Pour répondre à l'appareil dirigeant qui nous insulta en nous traitant de « provocateurs » et même « fascistes », nous disons : vos insultes à notre égard ne masquent pas vos incapacités. Nous sommes syndiqués avec ferveur et nos critiques amplement justifiées prouvent que conscients de nos devoirs et de nos droits, nous accomplissons une tâche saine en critiquant vos méthodes d'action capitulardes.

Il n'est pas vrai que nous voulons nuire à l'organisation syndicale.

Au contraire, nous voulons que les mauvais artisans actuels, dont la politique de capitulation nous a donné un contrat désastreux, *s'en aillent.*

Nous voulons une organisation syndicale forte et saine.

Aux élections pour le Conseil syndical, le 15 décembre, vous montrerez tous que notre position est juste en inscrivant sur votre bulletin de vote les noms des camarades partisans d'une ligne de conduite énergique.

Vous voterez contre ceux qui ont accepté le contrat collectif actuel.

Et les noms de Jacquet, Sarraut, Pocquet M., Pocquet A., Sabet, Puchen, Soleil, Lopez, Lartigue, Rousset, seront impitoyablement rayés de vos bulletins de vote. Vous n'accepterez pas de mauvais bergers et vous choisirez des représentants qui défendront une politique de classe.

Pour le Groupe de Syndiqués mécontents des H.C.R.B. :
GEDE.

Dans les entreprises

Chez Thomson

Les camarades de la section des Services extérieurs Thomson nous communiquent la résolution suivante :

L'Assemblée ayant pris connaissance par ses délégués des résultats de la réunion des responsables syndicaux et des délégués d'usines de la Métallurgie de la Région Parisienne tenue le 29 novembre à la Salle Grange-aux-Belles, approuve le vote par ses délégués du premier paragraphe de la motion relative à l'application de la semaine de 40 heures que, sous la pression de la volonté ouvrière, le Gouvernement a fixé au 6 décembre 1936, dernier délai, et qu'à toute dérogation les travailleurs répondront par la grève générale d'occupation, dont l'occupation s'est révélée au mois de juin dernier. S'étonne qu'à une réunion où ne devait être discutée que l'application des 40 heures, le Bureau de l'Assemblée ait introduit dans la résolution une adresse de sympathie à l'égard du Gouvernement de l'U. R. S. S. pour laquelle ses délégués n'étaient pas mandatés. Regrette l'intervention tardive du Gouvernement soviétique dans la question espagnole et fait confiance aux travailleurs de l'U. R. S. S. pour aider leurs camarades dans leur émancipation. Constate que la véritable défense de l'U. R. S. S. ne consiste pas à mettre sac au dos au grand profit de notre propre bourgeoisie, mais à l'abattre pour instaurer le Gouvernement Ouvrier-Paysan. Affirme une fois de plus que, dans leur lutte, les ouvriers ne peuvent compter que sur eux-mêmes et fait sienne la phrase : « L'Emancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Très bien, Camarades, de prendre ainsi des positions politiques ; mais pourquoi passer alors sous silence la politique que mène concrètement les directions fédérale et confédérale en France ? Pourquoi ne pas préconiser ici-même des moyens de lutte, des buts à atteindre ? Pourquoi ne pas dénoncer la manœuvre du gouvernement, l'arbigrage obligatoire ? L'ennemi est dans notre propre pays. Pour le battre : augmentation des salaires, contrôle ouvrier, comités d'entreprises, gouvernement ouvrier-paysan.

A Saint-Denis

CHEZ LES GREVISTES DU « GAGNE-PETIT »

Au moment de mettre sous presse, la grève continue toujours dans les ateliers du « Gagne-Petit ». Le patron se montre intransigeant, exigeant l'évacuation des lieux pour discuter. Mais les grévistes refusent. Ils ont raison, mais il nous semble que cela est insuffisant pour imposer au patron l'acceptation de leurs revendications. L'occupation du magasin de vent (chose d'ailleurs très délicate) serait un gros argument dans la balance.

D'autre part, nous considérons que la solidarité ouvrière n'agit pas assez en faveur de ces camarades. L'aide que les J. S. R. et le P. O. I. leur apporte depuis le début, nous nous efforçons de l'amplifier. C'est pourquoi nous essayons de constituer à Saint-Denis un Comité d'entr'aide pour les aider d'une façon plus efficace.

Que les grévistes, hommes et femmes du « Gagne-Petit » ne perdent pas leur belle confiance ; qu'ils exigent une activité toujours plus grande de leur syndicat et, avec l'aide de la classe ouvrière alertée par les J. S. R. et le P. O. I., ils aboutiront à la victoire de leurs justes revendications qui sont : LE RENVOI DE LA CONTREMAITRESSE ET L'APPLICATION DU CONTRAT COLLECTIF.

Les rayons de Saint-Denis,

Chez Cassard

78, rue de Crimée. Paris (19e)

Elargissement des luttes

Dans cette maison, deux cents ouvriers du carton ondulé sont en grève et occupent l'usine depuis le 24 novembre.

M. Cassard, président de la Chambre Syndicale Patronale, prétend exercer des sanctions et licencier les grévistes ayant le mieux défendu les revendications des travailleurs.

Les ouvriers demandent l'élargissement de la lutte, et les délégués de toutes les usines de carton ondulé de la région parisienne ont décidé la grève dès mardi si les grévistes de l'usine Cassard n'ont pas obtenu satisfaction lundi soir.

Nos camarades du rayon du 19e ont participé à l'action des ouvriers pour enrayer la tentative patronale de constituer un syndicat jaune. Ils ont envahi un café et conspué les recruteurs de jaunes qui ont dû cesser leur sale travail.

N. D. L. R.

Nous demandons à nos correspondants d'usines d'être toujours plus nombreux, mais toujours concis.

Cette semaine, l'abondance des matières nous oblige à reporter à la prochaine « L. O. » d'importants articles : les 40 heures dans la Métallurgie ; une importante suggestion d'un groupe de fonctionnaires (salaires et personnels à statut) ; des notes sur les électriciens, etc...

LA POLITIQUE SYNDICALE

L'arbitrage obligatoire, c'est la grève poignardée pour assurer la défense nationale à l'impérialisme français !

Mardi, 7 décembre, Léon Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T. depuis tantôt vingt-six ans, a prononcé un « grand discours » au Comité Confédéral National de la C. G. T.

Jouhaux, l'homme de la collaboration des classes, ne s'est pas fait faute de bien préciser : « Je veux ici exposer en quelques mots quelle est la conception du bureau de la C. G. T. et de sa Commission administrative », c'est-à-dire aussi bien la conception de Racamond et Frachon en particulier, membres du Comité Central du Parti « communiste ».

Et Jouhaux de déclarer :

« La procédure de conciliation et d'arbitrage que nous allons voir appliquer ne donnera pas évidemment, dans tous les cas, satisfaction à l'ensemble des travailleurs qui auront revendiqué. » Il y aura donc une minorité, ajoute-t-il, mais « qui, en l'absence de toute procédure, peut facilement devenir la majorité. »

La procédure ?

« Les délais à courir pour chaque instance de conciliation ou d'arbitrage sont à l'heure actuelle réduits à quatre jours, si bien que du commencement de l'action jusqu'à sa fin c'est, en réalité, au maximum treize à quatorze jours qui s'écouleront », a précisé Jouhaux au C. C. N.

Pendant ce temps, les patrons auront tout loisir pour organiser la défense et préparer les armes jugées par eux nécessaires pour briser toute velléité de lutte des ouvriers.

D'autre part, « pour décider de la grève, il faudra recourir au vote à bulletin secret », propose Léon Jouhaux.

C'est la procédure légalisée qui doit permettre au Gouvernement et aux bonzes syndicaux d'empêcher une minorité « de camarades qui considèrent n'être jamais satisfaits » de « facilement devenir la majorité ».

C'est l'organisation de l'étouffement de tout mouvement gréviste de la lutte de classe des ouvriers.

Pourquoi ?

« Pour redresser l'économie de ce pays », a conclu Léon Jouhaux, champion de l'arbitrage obligatoire pendant la période de 1914 à 1918.

« Car, en fait, quelle est la question ? », écrit l'éditorialiste de L'Œuvre, du 8 décembre 1936.

« Il faut que l'activité économique de ce pays reprenne, que les usines tournent, que les fournitures indispensables à la Défense Nationale, en particulier, et comme l'a fort opportunément souligné M. Edouard Daladier, soient assurées. »

CONCLUSION :

Faire des sacrifices pour redresser l'économie, c'est-à-dire en définitive pour préparer une nouvelle boucherie impérialiste, telle est la politique de Blum-Daladier, de Jouhaux, Racamond, Frachon.

A cette politique, nous opposons la lutte de classe intransigeante pour renverser le pouvoir bourgeois et pour instaurer le Gouvernement ouvrier et paysan.

Il faut étendre la lutte des métallos du Nord !

A Lille comme à Maubeuge les représentants des Chambres syndicales patronales refusent toujours de parlementer avec les ouvriers et déclarent qu'ils ne discuteront pas, pas plus qu'ils n'assureront la paye, tant que les usines seront occupées.

Mais les métallurgistes de Lille et de la Sambre sont-ils conscients d'être dangereusement isolés dans leur bataille contre l'ensemble du patronat français, solidaire des industriels du Nord ? Ils préféreraient bénéficier d'une action de leurs 600.000 camarades plutôt que des encouragements et même des secours de la Fédération des Métaux.

Actuellement un redressement de l'action s'opère. Des techniciens et employés qui travaillaient encore dans les bureaux de quelques usines ont été priés mardi de regagner leurs pénates ; quelques « croix de feu » récalcitrants et particulièrement agressifs ont dû compter avec l'attitude énergique des « occupants » ; des bagarres ont eu lieu dont les ouvriers sortirent facilement vainqueurs. L'attitude des techniciens, sympathisante à une liquidation du conflit, ne doit pas surprendre ; elle est la conséquence directe de la non-généralisation de la grève.

Les techniciens parisiens qui manifestaient lundi leur volonté de faire la grève par solidarité ont dû constater que la direction du Syndicat des Techniciens repoussa la proposition sous prétexte de ne rien faire sans l'approbation des dirigeants des Métaux. Le Syndicat des Techniciens prend sa part de responsabilité des difficultés à Lille, en violation de la résolution du Congrès Fédéral National, le 14 novembre dernier.

Dans le bassin de la Sambre, le mouvement se poursuit avec occupation généralisée des usines. La fermeté qui fut de règle vis-à-vis des éléments « classe moyenne » — techniciens et employés — a permis d'éviter les écueils rencontrés à Lille. De multiples démarches ont été tentées en vue d'engager les pourparlers, mais les patrons, soutenus par le Comité des Forges et la C.G.P.F., résistent avec acharnement.

La volonté clairement exprimée par les dirigeants de la Fédération des Métaux de ne pas « étendre » le mouvement conduit ceux-ci à envisager au contraire un mouvement de recul par l'abandon « conditionnel » des usines. Mais les ouvriers, instruits par l'expérience, résistent aux propositions de leurs dirigeants.

Quelle sera l'issue du conflit de Lille et du Bassin de la Sambre ?

Déjà, sur la demande d'un secrétaire fédéral, les objectifs que se fixaient les travailleurs de la Sambre à l'origine du conflit : 15 % d'augmentation, application des 40 heures, signature de la convention, ont été réduits à la dernière revendication, tandis qu'à Lille, au contraire, les ouvriers sont en lutte « pour les 15 % » ? Pourquoi cette manœuvre de division ?

Pour autant que les patrons peuvent spéculer sur les possibilités conciliatrices des dirigeants, tous les espoirs de liquidation du mouvement leur sont permis. Heureusement, la volonté de lutte des travailleurs du Nord semble devoir s'affirmer malgré toutes les manœuvres et l'exemple qu'ils donnent à tous les ouvriers métallurgistes du pays est si entraînant que le Comité des Forges et la C.G.P.F. devront, pour éviter « le pire », accorder des satisfactions aux admirables grévistes de Lille et de la Sambre.

LA MANIFESTATION ET LE MEETING DES METALLURGISTES DE LILLE LE SAMEDI 5 DECEMBRE

A l'issue d'une manifestation particulièrement réussie qui permit la popularisation de leurs mots d'ordre revendicatifs, les 8.000 grévistes des usines métallurgiques de Lille participèrent le samedi 5 décembre à un vaste meeting à la Foire Commerciale.

Après plusieurs interventions d'orateurs venus affirmer la solidarité de tous les travailleurs avec les grévistes du Nord, **Borne**, secrétaire fédéral des Métaux, exposa aux métallurgistes les « bienfaits » de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire et ne manqua pas de féliciter le Président du Gouvernement du Front Populaire de sa décision de faire appliquer la loi de 40 heures au 7 décembre après les démarches répétées des dirigeants des Syndicats de la Métallurgie.

Manguine, secrétaire du Syndicat des Métaux de Lille, parlant à son tour, au sujet de la loi de 40 heures, dit que le décret d'application n'avait été modifié en faveur des ouvriers qu'à la suite de l'action entreprise par les 28.000 travailleurs grévistes de la Région du Nord.

Cette rectification à peine déguisée des déclarations de **Borne** fut accueillie par une ovation des grévistes à laquelle nous joignons notre approbation.

LA VIE DU PARTI

La lutte des Jeunes

Les "Pionniers Rouges" à la croisée des chemins

REJOINDRE LE DRAPEAU DE LA IVe INTERNATIONALE OU DISPARAITRE !...

Nos camarades se souviennent dans quelles circonstances les jeunes PIONNIERS ROUGES de la région parisienne ont été amenés à se séparer des « Amis de l'Enfance ouvrière » dont la direction réformiste leur faisait une obligation d'entrer dans la S. F. I. O. dans le Parti de Blum.

Il s'agissait pour nos jeunes camarades de choisir entre ce dilemne : ou capituler devant les socialpatriotes et devenir des « pionniers tricolores », bons à défiler dans les cortèges chauvins d'union sacrée, comme le 11 novembre, ou s'engager résolument dans la voie du marxisme révolutionnaire et rejoindre le drapeau de Lénine et de Trotsky, le drapeau de la IVe Internationale du P. O. I. et des J. S. R.

LES J. S. R. ONT DU CHOISIR EUX AUSSI

Dès la constitution des PIONNIERS ROUGES comme organisation indépendante, nous les avons averti des tâches et des devoirs qui leur incombaient. Nous avons, nous J. S. R., eu l'avantage de faire la même expérience voici plus d'un an et de mener la même lutte contre les Blum et les Monnet.

Nous disions à ces tout jeunes camarades : ET MAINTENANT QU'ALLEZ-VOUS FAIRE ? Allez-vus rester comme des Robinson Crusoé sur votre île, allez-vous rester indépendants et autonomes vis-à-vis des organisations prolétariennes de jeunes et vous contenter de quelque verbiage révolutionnaire, en brandissant un drapeau on ne sait d'ailleurs pas trop lequel ? Ou bien viendrez-vous au cours de la lutte et à mesure que vous ferez votre expérience rejoindre nos rangs et combattre sous le drapeau de Lénine et de Trotsky ?

LA REPONSE DES PIONNIERS

Le Comité Central des Pionniers vient de donner sa réponse dans une lettre ouverte.

Texte mi-figue, mi-raisin, comme savent en faire sur un autre plan la « GAUCHE REVOLUTIONNAIRE » à la Pivert, « QUE FAIRE » et ces organisations qui oscillent entre la IIe ou IIIe Internationale et nous.

Le Comité Central des Pionniers tient à déclarer d'abord que « s'il menait la lutte contre Monnet (à l'époque chef des Pionniers et aujourd'hui ministre de Blum), ce n'était pas contre sa personnalité, mais contre ses opinions ». L'histoire nous apprend qu'on ne sépare pas « l'idée » de la personnalité qui défend cette idée. Quand on combat l'un, on combat l'autre obligatoirement. Monnet en tant qu'homme est au demeurant un gros bourgeois patriote qui prépara la liquidation des Pionniers, effrayé par la progression des idées révolutionnaires dans leurs rangs.

LA VOIE DE KARL LIEBKNECHT ?

Le C. C. veut s'engager, dit-il, « dans la voie de Liebknecht ». Comment?... toute la question est là ! « En restant dans l'autonomie et dans l'indépendance vis-à-vis d'un Parti, sans quoi c'est la mort imminente pour notre groupe... » « Nous avons soif d'unité révolutionnaire, nous avons une volonté commune : renverser révolutionnairement la bourgeoisie de ce pays pour instaurer le socialisme. »

Une première observation : un mouvement de jeunes ou de tous jeunes travailleurs, ne peut pas vivre ni se développer s'il n'est pas soutenu, épaulé, guidé par un Parti adulte. Il ne peut jouer son rôle, s'il ne correspond pas à une nécessité historique, à une réalité politique indispensable. Une fois chassés de la S. F. I. O. à plusieurs centaines, nous, par exemple, nous sommes trouvés devant la nécessité impérieuse de lutter pour constituer un nouveau parti révolutionnaire en France et aussi de trouver une autre idéologie, d'autres principes politiques que ceux du socialisme réformiste et c'est ce qui nous amena d'expérience en expérience à rejoindre le drapeau de Trotsky, le seul propre, le seul digne d'être défendu par de jeunes révolutionnaires.

LA VOIE DU PARTI DE LA REVOLUTION

Vous nous dites, Camarades des Pionniers, nous voulons suivre la voie de Liebknecht, et celle de la révolution, cela vous amène à CHOISIR UN PARTI REVOLUTIONNAIRE CONSEQUENT et une nouvelle internationale de classe. La révolution ne s'improvise pas ! La lutte contre la guerre ne se mène pas avec quelques phrases, mais par une action DE CLASSE intransigeante, dirigée par un parti DE CLASSE, par une internationale de CLASSE. Vous, les Pionniers rouges, vous n'êtes nullement un secteur INDEPENDANT de la classe ouvrière. A l'usine, au chantier, au bureau, toi, jeune Pionnier apprenti, ; toi, jeune manuel, tu es comme le J. S. R., exploité au même titre. Dans la boite tu mènes la même lutte. Tu vois sur place la trahison de classe des staliniens et des réformistes et tu veux rester « indépendant » et « autonome » ? Mais non ! Tu comprends, jeune camarade, la nécessité de reformer l'armée de tes combats et de tes victoires : LE PARTI DE LA REVOLUTION, LA NOUVELLE INTERNATIONALE DE LUTTE ! Tu dois comprendre la nécessité de rejoindre définitivement tes amis et tes frères de la J. S. R. qui, à travers une bataille opiniâtre, l'ont tracé la voie..

COMMENT VOUS AIDER...

Nous voulons vous soutenir de toutes nos forces. Comment ? En achetant vos consciences, en mettant de l'argent dans votre caisse ? Ce n'est pas cela qui compte. On ne forge pas une organisation prolétarienne avec des billets de banque ! Notre Comité Central a donné l'ordre à tous les J. S. R. de votre âge, tous ceux qui n'ont pas dix-huit ans :

1° D'entrer en masse parmi vous, non pas en se déguisant, mais avec notre drapeau largement déployé, avec nos mots d'ordre de combat, avec notre vrai visage.

2° Nous vous offrons de partager dans tous les arrondissements ou localité où nous le pouvons, nos locaux et nos permanences.

3° Nous vous donnons la possibilité de participer avec vos chants et vos chœurs parlés révolutionnaires, à toutes nos fêtes et manifestations.

4° Nous vous donnons la possibilité d'entrer dans les usines et les boîtes en grève partout où cela nous est possible afin de faire entendre ces chants prolétariens de combat, qui écorchaient les oreilles des Blum, des Monnet et des Jouhaux.

5° Nous vous ouvrons les colonnes de Révolution *sous forme d'une tribune libre où vous pourrez vous extérioriser, vous faire connaître, maintenant que vous ne pouvez plus compter sur le* Populaire.

Nous voulons collaborer étroitement, intimement avec vous et vous aider à franchir le dernier pas qui vous amènera à combattre sous le même drapeau, dans le même Parti, dans les rangs de la IVe Internationale.

FRED ZELLER.

La réalisation du Front prolétarien révolutionnaire des Jeunes.

Jeudi 3, le hasard d'une réunion fit se rencontrer des représentants des J. S., des J. A. C., des Jeunes, des U. S. R. et des Jeunes Pacifistes (U. J. P. F.). Ceux-ci demandèrent quand aurait lieu la prochaine réunion du Comité contre les deux ans. Nous répondîmes que nous nous tenions à leur disposition, si leurs organisations étaient d'accord pour faire une campagne commune. Après réponse affirmative des quatre organisations, celles-ci fixèrent elles-mêmes une réunion pour le JEUDI 17 A NOTRE SIEGE, à 21 heures, 15, passage Dubail.

Espérons qu'après avoir pris cette responsabilité, les représentants de ces organisations mettront autant de bonne volonté que nous à réaliser un Front prolétarien révolutionnaire.

HIC.

HUIT NOUVELLES CELLULES J. S. R. AU COURS DU MOIS DE NOVEMBRE

Ce mois-ci, de nouvelles cellules font leur apparition composées de militants décidés et ardents dont la plupart viennent des J. C. et des J. S. à *Orléans* (Loiret) ; à *Amiens* (Somme) ; *à Cholet* et à *Saumur* (M.-et-L.) ; à *Choisy-le-Roi ; à Savigny* (Seine). La 15e *Cellule* de Paris a été reformée avec de jeunes éléments, les autres ayant passé au P. O. I. où ils militent comme adultes ; et la Cellule du 3e *Arrondissement*, constituée par onze camarades ardents qui viennent de quitter les J. C. comme le prouve l'ordre du jour paru en première page de *La Lutte*. D'autre part, une Cellule est en formation à *Créteil* et sera constituée la semaine prochaine.

DE NOUVELLES CELLULES DU P. O. I.

Une cellule du P. O. I. a été définitivement constituée à *Sarcelles* (Seine-et-Oise) la semaine dernière avec des camarades venant du P. C. et du P. S. ; à *Amiens* (Somme), une nouvelle cellule a été formée également, qui fait montre d'une grande activité ; une autre dans le 5 *Arrondissement*, composée entre autre, de camarades venant de la S. F. I. O. et ayant appartenu à la« *Gauche révolutionnaire* ».

Les méthodes "particulières" des scissionistes Molinier et consorts

Dans une lettre récente, un camarade métallurgiste de la Loire, membre du Parti, nous explique son désarroi momentané provoqué par les agissements scissionnistes et désagrégateurs des rangs de la IVe Internationale en France de l'équipe Molinier.

C'est ainsi que ce camarade, ému par les attaques venimeuses de Molinier et son entourage immédiat contre la direction de notre Parti, avait voulu « mettre à l'épreuve » l'honnêteté politique de ceux qui constituaient une minorité dans le P. O. I. il avait confié son vote au Congrès d'octobre à la minorité groupée autour de Molinier, Celle-ci en fit une utilisation contraire à la volonté exprimée par ce camarade, pour s'en servir contre la direction actuelle du Parti dans le vote sur le rapport moral.

Depuis, le camarade de la Loire n'eut pas moins d'une dizaine de visites à domicile à subir de la l'équipe « dirigeante » de **La Commune.** Mais il restait et reste fidèle au Parti Ouvrier Internationaliste qu'il considère comme l'organisation bolchévique-léniniste la seule sérieuse.

Le comble ! Courant novembre, notre camarade apprenait qu'il était membre du « Comité Central » du P. C. I., sans y appartenir.

Comme écrit ce camarade : « Ça, c'est un peu fort ! »

De telles « méthodes » jugent les gens qui la pratiquent.

LE P. O. I. TIENDRA UNE CONFERENSCE NATIONALE LE 1er JANVIER

En appication de l'article 15 des statuts, le C. C. du P. O. I. dans sa dernière réunion du 6 décembre, a décidé de convoquer une Conférence du Parti pour le 1er janvier, veille du Congrès National de nos J. S. R.

Il a fixé l'ordre du jour suivant :

1) La situation politique et nos tâches ;

2) La situation en Espagne et la Conférence de Barcelone.

Une circulaire du B. P. donnera toutes instructions utiles aux groupes.

RIPOSTE OUVRIERE DANS LE XIXe

Depuis quelque temps des fascistes de tout acabit, doriotistes, A.F., P.S. F., arboraient visiblement leurs insignes et provoquaient la population ouvrière du 19e. Dimanche ils recommencèrent leur manège et s'en prirent aux vendeurs de la « Lutte » et de « Révolution » ainsi qu'aux J.S. qui diffusaient la « Jeune Garde ».

Les ouvriers réagirent immédiatement et corrigèrent les matraqueurs fascistes qui ne demandèrent pas leur reste, mais menacèrent de faire une descente la prochaine fois.

On sait ce que cela veut dire, la classe ouvrière prévenue ne se laissera pas brimer et insulter ; en masse elle interdira le pavé du XIXe aux assassins d'ouvriers.

Nous diffuserons à la criée

30.000 exemplaires de « LA LUTTE »... pendant le mois de décembre

L'appel paru dans le dernier numéro de LA LUTTE a retenti dans toute l'organisation, qui s'organise pour assurer une meilleure diffusion du journal du Parti.

LE 19e RAYON S'ENGAGE A DIFFUSER 1.000 NUMEROS...

... ET LE RAYON DE LEVALLOIS 500 NUMEROS...

DIMANCHE 20 DECEMBRE

TOUT LE PARTI EST MOBILISE POUR LA VENTE A LA CRIEE.

A PARIS, EN BANLIEUE, EN PROVINCE...

Les membres du Bureau Politique, du Comité Central du parti, les Rayons et les Cellules, TOUS LES « TROTSKYSTES », sans exception, seront dans la rue le

DIMANCHE 28 DECEMBRE POUR DIFFUSER

« La Lutte Ouvrière »

Si chacun fait son devoir, si chacune de nos Cellules rivalise d'initiative et d'audace...

LES 30.000 NUMEROS DE « LA LUTTE »

seront diffusés à la criée pendant le mois de décembre !

CONCOURS DE VENTE

Les règles du concours sont fixées comme suit :

La vente considérée comme chiffre de base est la vente totale du mois de novembre.

L'augmentation relative de la vente au cours de décembre sera calculée comme suit :

Exemple : Une cellule vend 400 journaux au mois de novembre.

En décembre, elle en vend 500, soit une augmentation de 100.

L'augmentation relative est de 100/400

La cellule ayant l'augmentation relative la plus élevée gagnera le Concours.

Les prix consisteront en lots de livres révolutionnaires de Marx, Engels, Lénine, Trotsky.

Les prix seront au nombre 5.

⁂

Que tous les camarades qui désirent participer au Concours, à titre individuel, le fassent savoir.

Que tous les camarades qui ont à faire connaître leur opinion au sujet des règles du Concours, s'adressent à la « Lutte Ouvrière ».

⁂

Un Concours d'abonnement sera organisé dans un bref délai. De nouveaux carnets seront édités à cet effet. Faire toute suggestion utile.

Que chaque cellule, chaque camarade de l'organisation fasse connaître son opinion. Elle sera toujours la bienvenue.

TABLEAU DE LA VENTE A LA CRIEE

Marseille, 150 ; Paris 12e, 115 ; Paris 19e, 112 ; Paris 14e, 100 ; Avignon, 100 ; Lyon, 100 ; Toulon, 100 ; Lille, 100 ; Levallois (Seine), 100 ; Colombes, 90 ; Paris 20e, 80 ; Paris 17e, 75 ; Choisy-le-Roi, 75 ; Paris 15e, 65 ; Lorient, 50 ; Paris 11e, 50 ; Metz, 50 ; Orléans, 50 ; Amiens, 40 ; Paris 13e, 40 ; Villeurbanne, 30 ; Condorcet, 30 ; Maisons Alfort, 30 ; Paris 5e, 25 ; Sorbonne, 25 ; Vincennes, 25 ; Aulnay, 20 ; Paris 4e, 20 ; Jul-Ler, 20 ; Loos, 20 ; Denain, 20 ; Clermont-Ferrand, 20 ; Villeparisis, 20 ; Provins, 20 ; Angers, 20 ; Agen, 20 ; Nouzonville, 15 ; Levrézy, 15 ; Le Syndicat (Vosges), 15.

Erreur. — Par erreur, le 13e a été omis du classement du numéro 23. La quantité prise par le 13e est : **30 journaux.**

PHALANGES DU MOIS DE NOVEMBRE

Paris 11e : 16 fr. 50 ; 10 francs ; néant ; 40 francs.

Paris 12e : 15 francs ; néant ; 24 fr. 50 ; 21 fr. 50.

Paris 13e : Néant ; néant ; néant ; 100 francs.

Paris 14e : 36 francs ; 17 francs ; 30 francs ; 30 francs.

Paris 15e : 30 francs ; 20 francs ; 20 francs ; 20 francs.

Paris 19e : 50 francs ; néant ; néant ; néant.

Paris 20e : 16 fr. 50 ; 8 fr. 50 ; néant ; néant.

Choisy-le-Roi : Néant ; néant ; 10 francs ; 10 francs.

J. R. (Argenteuil) : 10 francs ; néant ; 10 francs ; 10 francs.

Cellule F. M. : 50 francs ; néant ; néant ; 50 francs.

Vox : Néant ; néant ; 20 francs ; néant.

Manes : Néant ; 20 francs ; néant ; néant.

SOUSCRIPTION DE CAMARADES SYMPATHISANTS

R. D. (A bas Herriot !).. Fr.	5 »
Paul 20e	20 »
Rose 20e	26 »

UN PORTRAIT de LEON TROTSKY LES EDITIONS POPULAIRES ont édité un magnifique portrait de Trotsky, sur papier couché de 60x44, au prix de 5 fr. Franco : 5 fr. 50. Passez vos commandes au Compte Chèque Postal NAVILLE 1333-80, Paris.

Le Gérant : AIACHE.

Carré-Pierson, 35, boul. Strasbourg Paris-10e

LA LUTTE OUVRIERE

COMITE DE REDACTION. — Tous les vendredis au siège, à 19 heures. Outre les membres désignés, les rayons et les cellules doivent y adresser des délégués.

Il est rappelé que, sous peine d'entraîner des retards dans la parution, toute la copie doit être remise au plus tard, le lundi à 19 heures.

COMITE D'ADMINISTRATION. — Les camarades libres le jeudi soir doivent se rendre au local dès 14 heures pour le pliage et l'expédition du journal.

⁂

EN PROVINCE « LA LUTTE » EST VENDUE AUX KIOSQUES SUIVANTS :

NOUZONVILLE. — Chez Pilard, marchand de journaux.

SAINT-ETIENNE. — Kiosque de la place du Peuple, côté gauche.

MARSEILLE. — Kiosque de la vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie. Kiosque boulevard Garibaldi, dans le prolongement du cours Lieutaud et à 20 mètres du bar Provence ; kiosque à l'entrée de la gare de l'Est (départ pour Aubagne et les Camoins) ; kiosque du cours Belounce, en venant de la Canebière.

LILLE. — Café-Tabac de la rue Neuve (cours de Béthune) et au Tabac 19, rue du Molinel.

ANGERS. — Kiosque rue Saint-Aubin (près du boulevard Maréchal-Foch).

CONVOCATIONS

TOULON. — Kiosque place Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Vauban.

NICE. — Chez Roques, 15, rue Assalit.

LYON. — Kiosques : Angle quai J.-Courmont et rue de la Barre ; place Carnot. Librairies : 1, rue de Marseille ; 69, rue Salomon-Reinach (7e arrondissement).

PARIS

P.O.I. REGION PARISIENNE

Tous les rayons et les cellules du Parti et des Jeunesses doivent passer à partir de samedi, 17 heures, au local, retirer les affiches pour le meeting du JEUDI 17 DECEMBRE afin de commencer le collage immédiatement.

P.O.I TRESORERIE REGIONALE

Les trésoriers de cellules et de rayons sont informés que la permanence de la trésorerie se tient le mardi et le jeudi, de 18 à 19 h. 30, au local, 15, passage Dubail.

Le trésorier régional.

XIIe CELLULE. — Permanence le dimanche, de 10 à 12 heures, 219, faubourg Saint-Antoine.

XVIIIe CELLULE. — Le vendredi 21 heures, Café Noël, 99 bis, rue Ordener.

XIXe Cellule. — Permanence P.O.I. et J.S.R. tous les soirs, de 18 à 20 h. et le dimanche de 9 heures à midi, aux « Editions Populaires », 152, av. Jean-Jaurès. Sympathisants cordialement invités.

XXe CELLULE. — Le vendredi à 20 h. 30, réunion cellule, 44, rue du Barrégo. Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, rue du Borrégo pour vente du journal.

BANLIEUE

CHOISY-LE-ROI. — Permanence tous les dimanches matin, 10 heures à midi, au café, 9, rue Carnot.

SAINT-DENIS. — Tous les jeudis, à 21 heures, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion cellule.

PROVINCE

NOUZONVILLE. — Pour tous renseignements, écrire à Michon, à Levrézy et à Marchal, à Nouzonville.

MARSEILLE. — Rayon P. O. I. Permanence tous les dimanches, de 11 heures à midi, Civette Noailles, 16, Marché des Capucines.

TOULON. — Permanence du P. O. I., Civette de la Gare, tous les samedis, à partir de 20 heures.

LYON. — Pour tous renseignements, aller au siège du P. O. I., 17, rue d'Alger (à 5 minutes de la gare de Perrache).

J. S. R.

J. S. R. REGION PARISIENNE

Tous sans exception le JEUDI 17 DECEMBRE en tenue, chemise grise, cravate rouge au Grand Meeting pour assurer le service d'ordre. Annuler toutes les réunions ce soir-là.

Un pointage sévère sera fait par cellule des présents et des absents.

COMITE REGIONAL PARISIEN. — Tous les lundis, 21 heures, au local.

IVe CELLULE. — Tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XIIe cellule. — Tous les mercredis, 219, faubourg Saint-Antoine.

XVIIIe CELLULE. — Tous les vendredis, 21 heures, café Noël, 99 bis, rue Ordener.

XIIIe cellule. — Tous les vendredis, 173, boulevard de la Gare.

XVIIe cellule. — Tous les vendredis, 59, rue de Gauthey.

XIXe Cellule. — Tous les *mercredis*, à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès (19e). *Rendez-vous* - Dimanche matin, 9 heures, vente du journal au 6 place du Combat (19e).

XXe cellule. — Tous les mercredis, 44, rue de Borrégo.

Colombes. — Tous les vendredis, 15, rue Henri-Barbusse.

P. O. I. REGION PARISIENNE

ASSEMBLÉE D'INFORMATION

Le mardi 22 décembre, à 21 h.

réservée aux membres du Parti et des Jeunesses munis de leurs carte..

Sujet traité :

LE FRONT PROLETARIEN REVOLUTIONNAIRE

Rapporteur : **Fred Zeller**, du Comité Central.

Salle du Homme-Armé, 44, rue des Archives.

SAMEDI 13 FEVRIER 1937

GRANDE FÊTE ANNIVERSAIRE DE RÉVOLUTION

Salle SUSSET, quai Valmy.

La chanteuse CAPRY
La danseuse JULIA MARCUS
Variétés du Groupe « Octobre »
LES PIONNIERS ROUGES

suivie d'un

GRAND BAL DE NUIT

Prix d'entrée : Concert et Bal, 5 francs.

SUPPLEMENT A LA LUTTE OUVRIERE DU VENDREDI 11 DECEMBRE 1936. NUMERO 24.

Ils veulent tuer Trotsky, comme ils ont tué Jaurès !

A la veille de la guerre, l'impérialisme veut abattre Trotsky et la IVe Internationale

Le prolétariat ripostera à la coalition monstrueuse du fascisme et du stalinisme!

Le droit d'asile n'existe pas pour le révolutionnaire d'octobre

Nous publions dans cette page plusieurs documents relatifs à la situation de Trotsky, qui réveilleront la colère du prolétariat révolutionnaire.

Nous publions le texte de la deuxième loi d'exception du Gouvernement social démocrate **de Norvège contre Trotsky ; elle l'empêche de faire aucun procès à l'étranger, le menace d'emprisonnement, de le séparer de sa compagne,** de l'extrader entre les mains des bourreaux staliniens.

Nous publions une lettre de Nathalia Trotsky, qui partage la captivité de son compagnon de lutte, et qui sonne une alarme qui retentira au cœur de tout prolétaire.

Il faut développer, élargir l'action des travailleurs pour la protection de Trotsky. Dans toutes les réunions, dans des démonstrations, exigez pour Trotsky le droit d'asile démocratique, **protester contre l'attitude réactionnaire du Gouvernement stalinien, qui, par sa lutte contre Trotsky, brise l'arme du droit d'asile entre les mains du prolétariat mondial.**

♣

Nous publions d'autre part une lettre de notre camarade G. Rosenthal, à la Fédération Syndicale Internationale, ainsi que la réponse ; enfin, nous reproduisons le texte d'une lettre de l'avocat norvégien Puntervold à la Société des Nations.

La F.S.I. considère que le « dossier Trotsky » ne l'intéresse pas. Mais alors, pourquoi son télégramme, à la veille du procès Zinoviev ? En réalité, la F.S.I. ne veut pas se prononcer, même indirectement, sur le régime de Staline, qui est aujourd'hui le pilier principal du social-chauvinisme dans le monde. Cela n'empêchera pas les ouvriers syndiqués d'exiger de leurs syndicats des protestations en faveur du droit d'asile à Trotsky.

D'autre part, le gouvernement russe avait déjà pris l'initiative de s'occuper à la S.D.N. de la lutte contre le terrorisme, — pour préparer le terrain à la demande d'extradition de Trotsky. La lettre de l'avocat Puntervold retourne la manœuvre contre les diplomates staliniens. Mais l'opinion de la S.D.N. sur le droit d'asile est bien connue des partis révolutionnaires...

C'est de l'action énergique de l'avant-garde prolétarienne que dépend le sort de Trotsky, de son action de classe. La guerre gronde. L'orage approche. La IVe Internationale tend toutes ses forces en appelant le prolétariat à la lutte contre la guerre impérialiste, pour la guerre civile, pour la révolution socialiste européenne. Voilà pourquoi fascisme et stalinisme hurlent à la mort contre Trotsky et contre nous.

Luttez pour Trotsky ! Luttez contre la guerre impérialiste ! Luttez pour la révolution socialiste ! A l'action, avec le Parti Ouvrier Internationaliste !

Une photographie de notre camarade TROTSKY, prise à la veille de son emprisonnement en Norvège.

La deuxième loi d'exception contre Trotsky

DEPARTEMENT ROYAL DE JUSTICE ET DE POLICE

Monsieur l'Avocat Michael Puntervold,
Léon Trotsky.

Le Département de Justice, après délibération du gouvernement, a décidé de s'opposer à ce que Léon Trotsky, pendant son séjour en Norvège, intente un procès devant n'importe quel tribunal étranger.

Si Trotsky désire intenter un procès à l'étranger, il ne doit le faire qu'après avoir quitté le pays.

On lui enjoint de chercher immédiatement une autorisation de séjour dans un autre pays.

Les écrits et autres communications de Trotsky ne devront concerner, à partir de maintenant, que des éclaircissements et des rapports matériels.

Comme le séjour actuel de Trotsky avec la garde des autorités cause des frais importants, il doit s'attendre pour un proche avenir à aller dans un lieu et une habitation qui causeront des frais considérablement réduits.

Oslo, le 11 novembre 1936.

Trygve Lye *Jorgen Schee..*

Paris, le 17 octobre 1936.

L'avocat Puntervold à la S. D. N.

M. l'avocat Michael Puntervold a envoyé, le 22 octobre, la lettre suivante à la section juridique du Secrétariat de la Société des Nations :

« Les statuts du futur tribunal international contre les terroristes sont actuellement examinés par une commission de juristes. Le tribunal doit se donner pour tâche de protéger les intérêts des gouvernements contre les attentats terroristes qui sont préparés ou même exécutés hors des frontières d'un Etat donné. Il va de soi, semble-t-il, que le même tribunal doit avoir la possibilité de sauvegarder les intérêts de personnes privées, contre lesquelles, pour des raisons purement politiques, de fausses accusations de terrorisme seraient lancées, pour leur nuire dans leur activité, qui n'a rien de commun avec le terrorisme, et même dans leur existence *sur le terrain international.*

Telle est aujourd'hui la situation de Léon Trotsky. Je suis sûr que le gouvernement soviétique, qui a réclamé son expulsion de Norvège et qui a, par là, créé de grandes difficultés à lui-même et à sa famille, ne s'adressera en aucun cas au tribunal international, après la création de celui-ci, car un jugement public ne pourrait que démasquer la machination criminelle de la Guépéou. Dans ces conditions, Léon Trotsky doit avoir le droit de s'adresser au tribunal international, car il lui a été causé un préjudice. Si le gouvernement intéressé refuse de prendre part aux délibérations du tribunal, l'accusation officiellement portée par lui avec toutes ses conséquences internationales doit être déclarée nulle et non avenue.

« Les précisions et les règles nécessaires devraient, à mon avis, être introduites dans les statuts du futur tribunal. »

Suite au verso.

Debout pour la défense du compagnon de Lénine !

Une lettre de Nathalia TROTSKY.

L'avocat à Paris de Léon Trotsky, Gérard Rosenthal, a reçu de Nathalie Trotsky qui partage l'internement de son mari à Hurum, près d'Oslo, la lettre suivante :

« Cher camarade Gérard Rosenthal,

« Trotsky ne vous a pas dit tout et je suis obligée d'y ajouter quelques notes. Trotsky est de nouveau malade. Il passe par une sévère crise de sa maladie. Il suffit de vous dire qu'il ne descend plus dans la cour, ne fait plus de promenades, reste allongé ou même alité tout le temps et que cela dure déjà à peu près depuis quatre semaines. La nuit, il la passe en sueurs terribles qui l'affaiblissent de plus en plus. Il a dû visiter hier le dentiste et cette visite a signifié pour lui une terrible dépense de force et de volonté. Il aurait besoin de nouveau d'entrer dans un sanatorium ou du moins d'être placé sous la surveillance du médecin. Au lieu de cela on annonce son déplacement dans une nouvelle habitation « plus économique ». Vous pouvez vous imaginer mes inquiétudes dans ces conditions.

« Ajoutez à cela les calomnies les plus odieuses (on discute dans la presse norvégienne si Trotsky est « terroriste », s'il est lié avec Hitler !...) et l'impossibilité d'y répondre. Et ce ne sont pas les arguments et les preuves qui lui manquent.

« Mais même cette torture morale est maintenant mise en seconde place par l'état de sa santé qui est menaçant. Au moins que nos amis le sachent.

« Avec mes saluts les plus sincères.

« Nathalia TROTSKY. »

La nouvelle Constitution de l'U. R. S. S.

TROTSKY RÉPOND A STALINE

Dans son grand discours au VIII[e] Congrès des Soviets, Staline vient d'expliquer aux ouvriers du monde entier les raisons qui imposent le changement de constitution en U. R. S. S. Le discours passe à côté de la question essen socialiste ?
dans l'organisation de la sociététielle : quel est le rôle de l'Etat
Le discours de Staline se contente de constater les faits les plus élémentaires de la Russie d'aujourd'hui, sans tenter la moindre explication ; il est national et borné ; il est conservateur et n'ouvre aucune perspective d'avenir. Aux phrases trop connues, il convient d'opposer la réalité.

C'est ce que fait Léon Trotsky dans « La Révolution Trahie » où il donne ainsi une réponse anticipée à Staline. Nous donnons ici, côte à côte, les phrases de Staline et la réalité dépeinte et analysée par Trotsky.

Le socialisme est réalisé

« Le plus important, c'est que le capitalisme a été complètement chassé de la sphère de notre industrie, et que la forme socialiste de production est maintenant le système dominant sans partage dans notre industrie. »

La nationalisation du sol, des moyens de production, de transport et d'échanges, le monopole du commerce extérieur, forment les bases de la société soviétique.

L. TROTSKY.

De cette constatation, on ne peut déduire qu'une définition générale de l'URSS comme cadre d'un état ouvrier. Mais le socialisme ne peut être constaté et affirmé que sur la base d'une économie dont le niveau technique et productif dépasse le capitalisme. Comparons ici les affirmations et les indices les plus développées.

« Maintenant, on ne peut plus la qualifier d'industrie faible et techniquement mal équipée. Au contraire, elle est basée maintenant sur une technique nouvelle, riche et moderne, avec une industrie lourde fortement développée et des constructions mécaniques encore plus développées. »

Mais Staline ne dit rien sur *la qualité*, dont les dirigeants économiques se plaignent tous les jours ; rien sur le niveau de vie des ouvriers. Or, le socialisme peut-il être défini en dehors de ces trois questions :

Qui possède les usines et la terre ?

L'économie a-t-elle dépassé en quantité et en qualité le niveau des pays capitalistes les plus avancés ?

Le niveau de vie des masses est-il supérieur à celui des ouvriers des pays capitalistes ?

Mais Staline se tait sur les deux derniers points. Et pour cause.

L'URSS prend la troisième place dans le monde, mais la consommation est de 153 kw-heure par habitant, contre 472 en Allemagne, 443 en Angleterre, 363 en France.

L'URSS prend la troisième place, mais la production par tête est de 67 kg contre 250 aux E.-U.

L'URSS occupe la quatrième place ; par tête 0,7 tonne, contre 5 tonnes en Angleterre, 3 aux Etats-Unis.

QUALITE DE LA PRODUCTION :

Au cours du dernier exercice (1934-35) 81 % des tracteurs durent subir des réparations capitales.

Un camion parcourt en Amérique 60 à 100.000 kilomètres ; en URSS, 20.000.

« Nos puits disposent du même outillage que les puits américains, mais l'organisation du forage est en retard, les cadres sont insuffisamment qualifiés »,

écrit le dirigeant de l'industrie du *pétrole*.

ET LE CONSOMMATEUR ?

L'URSS fabrique 0 m. 50 par tête de drap, contre 5 en Angleterre. Les ouvriers doivent s'habiller de cotonnades même en hiver. L'URSS produit 1/2 paire de chaussues par tête chaque année, contre 1 1/2 en France et 3 aux Etats-Unis.

Pour les produits alimentaires, l'URSS ne dépasse, pour la production par tête, les pays capitalistes que pour le seigle et la pomme de terre.

Dans un pays où l'agriculture joue un rôle primordial comme la Russie, on ne saurait parler de socialisme tant qu'on n'est pas passé à l'exploitation industrialisée et collective de la terre :

« Dans le domaine de l'agriculture, au lieu d'un océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur faible technique et l'emprise des koulaks, nous avons maintenant la plus grande production mécanisée du monde et armée de la technique nouvelle, sous forme d'un système généralisé de kolkhoz et de sovkhoz. Tout le monde sait que la classe des koulaks a été liquidée dans l'agriculture, et que le secteur des petites exploitations paysannes individuelles, avec sa technique arriérée, médiévale, occupe maintenant une place insignifiante ; au surplus, sa part dans l'agriculture, quant à l'étendue des surfaces ensemencées, ne représente pas plus de 2 à 3. »

Après une période de cinq ans d'orientation vers le koulak, on passe à la collectivisation bureaucratique. Le résultat : le nombre des chevaux tombe de 55 %, des bêtes à cornes de 40 %, des moutons de 50 %.

La production du sucre tombe de 55 %.

QUEL EST LE NOUVEAU REGIME ?

Le plan est exécuté à 94 % pour les chevaux (propriété des Kolkhozes), il est fortement dépassé pour les bêtes à cornes (propriété individuelle).

Le gain moyen d'un foyer kolkhozien ne dépasse pas 1.500 roubles ; or, il y a des foyers dont les revenus atteignent 30.000 roubles. Il y a des kolkhozes riches qui louent les terres et la main-d'œuvre des kolkhozes pauvres.

La productivité supérieure des parcelles individuelles des kolkhoziens *signifie la prédominance d'une technique arriérée* (individuelle).

Mais plus loin Staline ajoute :

« Si la majorité des paysans ont passé à l'économie kolkhozienne, cela ne veut pas encore dire qu'ils ont cessé d'être des paysans, qu'ils n'ont plus d'économie personnelle, de foyer personnel, etc. »

Société sans classe ?

« La classe ouvrière de l'U.R.S.S. est une classe ouvrière absolument nouvelle, affranchie de l'exploitation, une classe ouvrière comme n'en a jamais connu l'histoire de l'humanité. »

« Notre paysannerie soviétique est une paysannerie absolument nouvelle. Il n'existe plus chez nous de grands propriétaires fonciers, ni de koulaks, de marchands, ni d'usuriers, pour exploiter les paysans. Par conséquent, notre paysannerie est une paysannerie affranchie de l'exploitation. Ensuite, notre paysannerie soviétique, dans son immense majorité, est une paysannerie kolkhozienne, c'est-à-dire qu'elle base son travail et son avoir non sur le travail individuel et une technique arriérée, mais sur le travail collectif et la technique moderne. Enfin, l'économie de notre paysannerie est fondée, non sur la propriété privée, mais sur la propriété collective, qui a grandi sur la base du travail collectif.

« Ces changements attestent, premièrement, que les démarcations entre la classe ouvrière et la paysannerie, de même qu'entre ces classes et les intellectuels, s'effacent et que disparaît le vieil exclusivisme de classe. Cela signifie que la distance entre ces groupes sociaux diminue de plus en plus.

« Ils attestent, deuxièmement, que les contradictions économiques entre ces groupes sociaux tombent, s'effacent.

« Ils attestent, enfin, que tombent et s'effacent également entre eux les contradictions politiques. »

L'économie soviétique est donc actuellement caractérisée par un accroissement de l'inégalité :

Ouverture à Moscou et dans d'autres villes de magasins vendant des marchandises de qualité supérieure et portant le nom très expressif de « Luxe »... Mais les plaintes incessantes sur les vols dans les épiceries montrent qu'il n'y a de produits que pour la minorité...

Le *salaire moyen annuel* est de 2.500 roubles, soit une capacité d'achat de 4.000 francs ; mais alors ue des stakhanoviens gagnent plus de 24.000 roubles, des manœuvres en gagnent 1.200.

L'attribution définitive aux kolkhozes de terres d'une valeur inégale facilite la différenciation ultérieure et, par voie de conséquence, la formation d'espèce de soviets bourgeois ou de « kolkhozes millionnaires », comme on les appelle déjà.

Si l'on ajoute aux émoluments tous les *avantages matériels* et la part de la bureaucratie dans les spectacles, les villégiatures, les sanatoria, les clubs, etc., etc..., on est bien obligé de conclure que ces 15 ou 20 % de la population (soit 20 à 25 millions d'hommes) jouissent d'autant de biens que les autres 80 ou 85 %.

La répartition des biens est beaucoup plus démocratique qu'elle ne l'était sous l'ancien régime russe, et même qu'elle ne l'est dans les pays les plus démocratiques de l'Occident ; *mais elle n'a encore presque rien de commun avec le socialisme.*

La constitution la plus démocratique...

L'idée la plus essentielle de la constitution stalinienne est qu'à la marche vers l'égalité des classes, économique et sociale, est liée la marche vers l'égalité politique. Or l'inégalité était essentiellement caractérisée par les mesures exceptionnelles contre les débris des anciennes classes privilégiées.

Au contraire, l'idée essentielle du léninisme dans la question de l'Etat, c'est que l'édification du socialisme doit priver de toute base de développement les vestiges de léconomie capitaliste, et par conséquent, qu'avec le développement économique va de pair la diminution de la contrainte exercée par le prolétariat sur les anciennes classes possédantes ; c'est ainsi que la nécessité d'un Etat diminue tous les jours.

L'INEGALITE SUPPRIMEE :

« Durant la période écoulée, nous sommes parvenus à ce que les classes exploiteuses soient supprimées, et le pouvoir soviétique est devenu une force invincible. Le temps n'est-il pas venu de reviser cette loi ? Je pense que ce temps est venu. On dit que la chose est dangereuse, parce que, dans les organismes suprêmes du pays, peuvent se glisser des éléments hostiles au pouvoir soviétique, anciens gardes-blancs, koulaks, popes, etc... Mais qu'a-t-on proprement à craindre ? Quand on va au bois, il ne faut pas avoir peur du loup. D'abord, tous les anciens koulaks, gardes-blancs ou popes ne sont pas hostiles au pouvoir soviétique. Ensuite, si même le peuple élit, çà et là, des hommes hostiles, cela voudra dire que notre travail d'agitation ne vaut rien, et que nous avons parfaitement mérité cette honte ; si, au contraire, notre travail d'agitation est fait à la manière bolchévique, le peuple ne laissera pas passer les éléments hostiles dans ses organismes suprêmes. »

« La privation des droits politiques et les restrictions quelles qu'elles soient, apportées à la liberté ne s'imposent qu'à titre provisoire... Au fur et à mesure que disparaîtra la possibilité objective de l'exploitation de l'homme par l'homme, la nécessité qui impose ces mesures provisoires cessera de se faire sentir... » L'avènement de la société socialiste s'atteste non pas par la mise sur pied d'égalité des paysans et des ouvriers et la restitution des droits politiques à quelques pour cent de citoyens d'origine bourgeoise, mais par la liberté véritable pour la totalité des citoyens. Avec la liquidation des classes disparaissent la bureaucratie, la dictature et aussi l'Etat.

Et plus loin Staline définit lui-même ce régime :

« L'élargissement de la base de la dictature de la classe ouvrière et la transformation de la dictature en un système PLUS PUISSANT, de direction étatique de la société.

LIBERTE DANS LE VOTE :

« En ce qui concerne la liberté pour les différents partis politiques, nous sommes ici d'un avis quelque peu différent. Un parti est une portion d'une classe, sa portion d'avant-garde. Plusieurs partis et, par conséquent, la liberté des partis, ne peut exister que dans une société où existent des classes antagoniques, dont les intérêts sont hostiles et inconciliables ; où il y a, par exemple, capitalistes et ouvriers, grands propriétaires fonciers et paysans, koulaks et paysans pauvres, etc... Mais, en URSS, il n'y a plus de classes telles que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les koulaks, etc... Par conséquent, il n'existe pas en URSS de terrain pour plusieurs partis, ni donc pour la liberté de ces partis. En URSS, il n'existe de terrain que pour un seul parti, le Parti communiste. En URSS, il ne peut exister qu'un seul parti, le Parti communiste, qui défend hardiment et jusqu'au bout les intérêts des ouvriers et des paysans. Et qu'il ne défend pas mal les intérêts de ces classes, on ne saurait le mettre en doute. »

Les constitutions bourgeoises parlent de la liberté de la parole, de réunion et de la presse, mais elles oublient que toutes ces libertés peuvent devenir pour la classe ouvrière un son creux, si elle est privée de la possibilité d'avoir à sa disposition des locaux appropriés pour tenir ses réunions, de bonnes imprimeries, une quantité suffisante de papier d'imprimerie, etc...

Le projet de la nouvelle constitution a ceci de particulier qu'il ne se borne pas à fixer les droits officiels des citoyens, mais reporte le centre de gravité sur la question de la garantie de ces droits, sur la question des moyens de les réaliser. Il ne proclame pas simplement l'égalité en droit des citoyens mais la garantit en consacrant par voie législative la liquidation du régime d'exploitation, l'affranchissement des citoyens de toute exploitation. »

Comme une classe est faite de nombreuses fractions, .a même classe peut former plusieurs partis. Pour la même raison *un parti peut s'appuyer sur plusieurs classes...* Le prolétariat est la classe la plus hétérogène de toute la société capitaliste. L'existence de couches sociales telles que l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie suffit cependant à nous expliquer celle des partis opportunistes qui deviennent par le concours des choses l'un des moyens de domination de la bourgeoisie...

Le raisonnement de Staline *établit qu'il ne peut y avoir en URSS de parti du tout ;* car où il n'y a pas de classes, la politique n'a que faire. Mais à cette loi, Staline fait exception... en faveur du parti dont il est le « secrétaire général ».

La *Pravda*, commentant la constitution « la plus démocratique du monde », écrit qu'il serait impardonnablement sot de penser que, malgré la liquidation des classes, les forces hostiles au socialisme se sont résignées à leur défaite... La lutte continue. « Quelles sont ces forces ? : « *Les restes des groupes contre-révolutionnaires de tout acabit et surtout la variété trotskyste - zinoviéviste...* Nous continuerons à ANEANTIR d'une main ferme les ennemis du peuple, les reptiles et furies trotskystes, quel que soit leur habile camouflage. »

La démocratie soviétique consistait dans le droit des ouvriers et des paysans pauvres à déterminer constamment leur politique sous l'impulsion du parti bolchévik. La nouvelle constitution établit seulement le droit de choisir entre plusieurs bureaucrates représentant simplement la même politique, celle de Staline.

Pendant que Staline promulgue la nouvelle constitution, des dizaines de milliers de révolutionnaires sont torturés dans les camps de concentration, les prisons, les isolateurs. Inébranlablement fidèles à la révolution mondiale, ils n'attendent pas seulement des travailleurs l'aide matérielle qui allégera leur sort. Ils attendent le jour où les travailleurs de France et d'Espagne luttant pour le pouvoir de leurs comités, donneront le signe du retour de la démocratie soviétique en URSS. Ils attendent que la nouvelle vague de la révolution mondiale sous le drapeau de la IV[e] Internationale permette un nouveau pas en avant d'Octobre vers les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Avec l'aide du prolétariat mondial, la classe ouvrière russe reprendra sa marche en avant

Il faut organiser la commission d'Enquête internationale sur le procès de Moscou

AU SECRETARIAT
DE LA FEDERATION SYNDICALE
INTERNATIONALE

Léon Trotsky, dont l'existence entière a été dévouée aux luttes de la classe ouvrière, qui fut le compagnon de Lénine, qui a été l'un des principaux artisans de la Révolution Russe, en butte aux accusations inouïes portées contre lui au procès de Moscou et dont il entend faire entière justice, a rédigé un appel à votre organisation, la plus grande organisation syndicale internationale.

Pour des raisons que j'ignore, cet appel paraît retenu par le gouvernement norvégien. Son avocat à Paris, privé de ce texte, vous saisit de l'appel qu'il comporte.

Quarante années de luttes les plus dures au service du prolétariat créent à l'irréductible combattant des titres suffisants à l'audience de toute organisation ouvrière.

L'effort qu'il a mené depuis des années pour l'unité du front ouvrier lui assure le droit de s'adresser à la Fédération Syndicale Internationale.

Il ne saurait être question de demander à la F. S. I. de se constituer en tribunal. Mais Léon Trotsky l'appelle à l'entendre à examiner sa documentation, à ouvrir son dossier, à entreprendre l'examen d'une accusation qui, par ses méthodes et ses conclusions intéresse directement et profondément la classe ouvrière mondiale.

Craignant de porter atteinte à l'expression de la pensée de Léon Trotsky, je souhaite que la Fédération Syndicale Internationale demande au gouvernement ouvrier et socialiste de Norvège de lui délivrer l'appel qui lui est adressé.

Je suis naturellement à l'entière disposition de la Fédération Syndicale Internationale ou des juristes que sa confiance appellerait à l'examen de cette affaire pour leur faire tenir tous les documents ou toutes les informations dont je pourrais disposer.

Enfin, pour recevoir une information directe et autorisée, puisque Léon Trotsky est retenu dans des conditions très particulières, il me paraît que la première démarche simple et utile serait que votre organisation envoie auprès de lui l'avocat ou la personne qualifiée que vous aurez désigné et choisi.

Avec la conviction que cet appel sera entendu, je vous prie de croire à mes sentiments très dévoués.

Gérard ROSENHTAL,
Avocat à la Cour.

FEDERATION SYNDICALE
INTERNATIONALE

Paris, le 23 octobre 1936.

M[e] Gérard Rosenthal,
Avocat à la Cour
15, rue d'Edimbourg,
Paris (8[e])

Cher Maître,

En réponse à votre lettre du 17 octobre, je tiens à vous informer que le Bureau de la F. S. I. a pris connaissance de votre requête, dans sa réunion du 21 octobre et m'a chargé de vous transmettre la réponse suivante :

Le Bureau de la F. S. I. est surpris d'être saisi d'une requête concernant l'examen du dossier Trotsky. Il considère que cette affaire est de façon évidente d'un caractère purement politique et qu'il n'appartient pas à la F. S. I. de s'en occuper, alors qu'il existe un nombre considérable d'organisations et d'institutions internationale politiques et juridiques auxquelles vous pourriez vous adresser.

Veuillez agréer cher Maître, l'expression de nos sentiments distingués.

W. SCHEVENELS,
Secrétaire général.

♥

Le Secrétariat de la Société des Nations a transmis la réponse suivante :
... à la lettre publiée dans la 1re page.
N° 3 A/15105/15085.
« Le secrétariat de la Société des Nations a l'honneur d'accuser réception à M[e] Michael Puntervold de sa communication du 22 octobre 1936 se référant à l'élaboration du statut d'une Cour pénale internationale. »

Le Gérant : AIACHE.

Imprimerie du Château-d'Eau
35, Boul. de Strasbourg, Paris-10e